

CARNET DE CAMPAGNE

*BILAN DE LA CONSULTATION
LANCLEMENT DE DÉFIS DE TERRITOIRE*

NOUVELLE

(R)

Ensemble,
mettons en place
les conditions
du changement



Sommaire

Campagne, mode d'emploi

“Expérimenter ensemble une autre manière de faire société”	3
Nos mots pour cette Nouvelle (R)	7
Croquis d'un processus de campagne	10

Les pépites d'une consultation citoyenne **12**

Le changement est possible lorsqu'il se construit dans la proximité	14
Le changement est possible lorsqu'il est collectif et inclut tous les acteurs	20
Le changement est possible lorsqu'il est systémique	24
Des ressources pour aller plus loin	32

Comment dépasser ce qui bloque ou interroge ? **34**

Agir à l'échelle individuelle	36
Agir avec les autres	40
Agir dans son territoire	44

Maintenant, la campagne grandit avec vous **55**

Remerciements	57
----------------------	-----------



"EXPÉRIMENTER ENSEMBLE UNE AUTRE MANIÈRE DE FAIRE SOCIÉTÉ"

LAETITIA DELAHAIES, QUI COORDONNE LA STRATÉGIE DU MOUVEMENT COLIBRIS DEPUIS JANVIER 2021, NOUS PRÉSENTE ICI LES ENJEUX PRINCIPAUX DE CETTE CAMPAGNE. AVANT DE REJOINDRE NOTRE MOUVEMENT, ELLE A ACCOMPAGNÉ DIVERSES COLLECTIVITÉS ET COLLECTIFS D'ACTEURS LOCAUX, NOTAMMENT EN OUTRE-MER, À TRAVERS LES CONTRATS DE VILLE ET LE PROGRAMME ACTION CŒUR DE VILLE.

Pendant 15 ans, l'association Colibris s'est efforcée de sensibiliser le plus grand nombre à l'absolue nécessité de sortir d'un système basé sur des mécaniques de domination aux dépens de tous les êtres vivants.

Mieux : sur le terrain, nous avons multiplié les actions dans ce sens, les réflexions et les expérimentations collectives pour changer de trajectoire, avec de nombreux groupes locaux et bénévoles, ainsi que des associations partenaires. Cette large communauté, d'une belle diversité, partage une même philosophie et volonté farouche de changer de monde. Et cette dynamique contribue à montrer qu'un autre monde est possible, comme l'illustrent les

bifurcations engagées par de plus en plus d'individus et de collectifs de citoyen·nes dans leurs modes de vie et de travail. Malgré une large prise de conscience dans la population, notamment au sein des jeunes générations, nous assistons à une accélération des dégradations écologiques, démocratiques et sociales.

Le problème est systémique. Aussi notre Mouvement a-t-il lancé la campagne Nouvelle (R) pour faire converger toutes ces bifurcations et accompagner plus largement tous les acteurs locaux. Cela afin d'impulser une dynamique de changement global. L'enjeu est de sortir de la marge en impliquant l'ensemble des acteurs des territoires locaux.

2625

personnes ont répondu
aux 6 consultations
thématiques en ligne
(Alimentation, Énergie,
Éducation, Démocratie,
Économie, Habitat)

1360

personnes ont suivi
les webconférences
de cette première
phase de campagne

Le Mouvement Colibris a lancé la campagne Nouvelle (R) à l'automne dernier : quels sont ses objectifs ?

Cette campagne s'inscrit dans la continuité de la (R)évolution des colibris, une campagne animée de 2013 à 2015, suite à l'élaboration du Plan des Colibris que nous avons coconstruit avec de nombreux·ses citoyen·nes, mais également beaucoup de partenaires. Pendant ces années, nous avons donc encouragé et soutenu la multiplication des initiatives de transition écologique partout en France, sur les différents axes du plan, en animant des rencontres nationales et locales, en formant des milliers de personnes, en accompagnant et outillant de nombreux·ses porteur·ses de projets.

En 2020, dans un contexte de crises écologique, sanitaire et sociale aiguës, mais aussi d'aspiration massive à la transformation profonde de notre société, nous avons décidé de changer d'échelle dans notre action. Durant près de 2 ans, avec les membres de la communauté nous avons travaillé à l'élaboration de notre nouvelle stratégie et de cette campagne afin de contribuer à amplifier et relier les initiatives existantes, et d'en faire émerger de nouvelles.

Avec une dizaine de partenaires¹, nous avons également mis en œuvre un projet pilote, intitulé Territoires d'expérimentations, pour aller expérimenter la transition écologique et solidaire à l'échelle de territoires. Le but est de dépasser le lancement d'initiatives parfois isolées pour contribuer à tester des projets de transformation locale écologique et solidaire, radicale et systémique.

C'est dans cet esprit, et pour étendre cette espérance à l'échelle de tout le pays, que nous avons lancé en septembre 2022 la campagne "Nouvelle (R) : pour des (R)évolutions locales écologiques, démocratiques et solidaires". Dit autrement, l'ambition de cette campagne est de démontrer, concrètement, que nous pouvons construire ensemble d'autres manières de faire société à l'échelle locale, de transformer les imaginaires et de rallier le plus grand nombre à la bascule écologique, solidaire et démocratique à l'horizon 2026 (année des élections municipales), sans attendre un grand soir venant d'en haut, en se lançant collectivement dans de grands "défis de territoire"...

La campagne Nouvelle (R) concrétise notre volonté farouche de faire un bond en termes d'échelles d'interventions et d'impacts, en liens très étroits avec toutes celles et ceux qui agissent déjà ou veulent agir avec nous.

Comment s'est déroulée cette campagne jusqu'ici ?

Lors de son lancement en septembre dernier, nous avons commencé par animer une grande consultation autour des 5 grands enjeux mis en avant dans le Plan des Colibris de 2012 : l'alimentation / l'agriculture, l'éducation, l'économie, la démocratie, l'énergie / l'habitat. Il s'agissait de revisiter collectivement ces enjeux et de formuler les attentes de changements portées aujourd'hui par nos communautés.

À partir de [questionnaires accessibles sur notre portail de campagne](#), toutes celles et ceux qui avaient envie de contribuer à l'identification des priorités d'action sur ces sujets ont pu le faire facilement. Nous avons également organisé plusieurs webconférences thématiques, avec la contribution de nombreux partenaires², afin d'animer le débat sur ces enjeux. Des rencontres autour de cette consultation ont en outre été organisées par nos groupes locaux.

Ce temps de consultation était essentiel car, pour favoriser, demain, une réelle mobilisation de tous les acteurs locaux, notre campagne doit se construire dès à présent avec les citoyen·nes, collectifs et organisations qui agissent au quotidien sur le terrain !

Quel a été l'accueil de la communauté et des partenaires du Mouvement Colibris ?

Franchement, il a été au-delà de nos espérances ! Au total, nous avons pu récolter et traiter plus de 2 600 contributions lors de cette consultation, et 1 360 personnes ont suivi nos webconférences. À noter également une très belle participation de nos partenaires (lire page 57), d'expert·es et d'acteurs qui agissent au quotidien, dans les webconférences, par des interviews, et bientôt au festival des 15 ans du Mouvement Colibris ou dans les "défis de territoire" (lire page 9), que nous allons organiser). Cela montre le besoin des citoyen·nes de se relier et de s'engager, celui de nombreux acteurs déjà en mouvement de converger, et la nécessité de penser les priorités collectivement. L'enrichissement a été d'autant plus fort pour notre Mouvement que les répondant·es des questionnaires viennent à plus de 50 % d'autres sphères que celle de la communauté Colibris !

Par ailleurs, et vous allez le découvrir dans pages qui suivent, les attentes et propositions des répondant·es ou participant·es aux webconférences sont très stimulantes.

Enfin, cette première phase de campagne a permis de mettre en lumière toute une série d'initiatives et d'expériences très précieuses, impulsées par le Mouvement Colibris ainsi que par plusieurs partenaires. Elles sont précieuses car elles montrent d'une part le champ des possibles dans les territoires, les convergences pouvant exister entre elles, mais aussi, parfois, les difficultés et les questionnements auxquels nous devons répondre ensemble (lire page 35) dans les "défis de territoire" que nous voulons lancer.

Ainsi, l'ensemble des contributions durant cette première phase de campagne constitue un facteur très encourageant !

Justement, quelles sont les prochaines étapes ?

Cette publication clôt la première phase de notre campagne et en ouvre une nouvelle. Celle-ci se concentrera autour de la mise en œuvre de grands "défis de territoire" un peu partout en France, que nous allons coconstruire dans les mois à venir.

Plus de

2000

d'entre eux se sont
déclarés prêts à se lancer
dans des défis individuels
ou collectifs

300

propositions
de défis formulées

15

nouveaux thèmes
de mobilisation ont été
proposés (nature, numérique
éthique, déplacement
bas carbone, culture...)

LES OUTILS DE NOTRE CONSULTATION:

En cohérence avec nos valeurs, nous avons utilisé le logiciel libre YesWiki pour concevoir les différents formulaires de sondages, car il disposait de fonctionnalités pour ordonner des choix prioritaires et moduler ses avis sur une échelle de 1 à 5.

L'anonymat des réponses, conformément au RGPD (règlement général sur la protection des données), a été scrupuleusement respecté.

D'abord sous l'impulsion d'un festival des Colibris, qui aura lieu les 6, 7, 8 mai prochains dans les Yvelines pour célébrer les 15 ans du Mouvement. Il va permettre de dessiner les contours de ces défis que nous souhaitons initier et animer à l'échelle locale avec tous et toutes les volontaires.

En cohérence avec nos valeurs, nous avons utilisé le logiciel libre YesWiki pour concevoir les différents formulaires de sondages, car il disposait de fonctionnalités pour ordonner des choix prioritaires et moduler ses avis sur une échelle de 1 à 5.

Dans la foulée du festival, nous approfondirons ces échanges collectifs sur un certain nombre de freins révélés par les consultations et les webinaires de 2022 – autour de l'engagement, du manque de temps, d'assurance, de la méfiance envers les élu-es, de la perplexité face à l'ampleur de la tâche, du manque de moyens ou de compétences des territoires locaux (lire page 35)... Et ce afin de tenter de découvrir ensemble des pistes de solutions. Des pistes à tester, de manière concrète, durant ces "défis de territoire".

Ensuite, au cours du deuxième trimestre 2023, nous mettrons en place un jury multiacteur (citoyen-nes, associations, expert-es, élu-es...). Il sélectionnera, à la suite d'un appel à territoires fin 2023, les premiers territoires volontaires au lancement de défis de changement radical et systémique, début 2024.

En parallèle, parce que nous savons que nous ne pourrions pas accompagner tous les territoires volontaires, nous lancerons et animerons un MOOC centré sur la question de la bascule des territoires, au sein duquel de nombreux outils seront partagés, et publierons une série de reportages sur des métamorphoses locales inspirantes. Le tout afin de former et d'outiller toutes celles et ceux qui souhaitent se lancer dans cette aventure.

Au-delà de cette première étape réussie de la campagne Nouvelle (R), y a-t-il un point qui t'interpelle en tant que coordinatrice de la stratégie du mouvement ?

Oui : nous avons encore du chemin à parcourir pour que les acteurs de la justice sociale et de l'écologie se parlent et convergent. Nous devons nous relier beaucoup plus massivement, dépasser nos différences (souvent surtout de vocabulaire...) qui ne sont pas des désaccords, en faveur d'une transformation radicale de notre société au service de la justice sociale et de la préservation du vivant, humain et non humain !

¹ Le Collectif pour une Transition Citoyenne, Emmaüs, le MES (Mouvement de l'Economie Solidaire), Démocratie Ouverte, Terre de Lien, ATD Quart Monde, Attac, Ville en Transition, l'AVISE, Fréquence Commune.

² NégaWatt, Énergie partagée, SaluTerre, VRAC, Let's Food (Coopérative Oasis, Mouvement de la Frugalité heureuse et créative, Enercoop, La Nef, Fréquence commune, Isabelle Peloux, Stéphanie Chaudron...)

NOS MOTS POUR CETTE NOUVELLE (R)



BASCULE

Nous sommes confronté-es à des défis sans précédent. La course à la croissance et aux profits illimités d'une infime minorité de la population épuise les ressources terrestres, aliène le plus grand nombre, affame les peuples et détruit la biodiversité. L'humanité se trouve donc à un carrefour. L'interdépendance des êtres vivants étant une réalité impérieuse, nous sommes appelé-es, à profondément et consciemment changer la vision que nous avons du monde, de notre rôle, et à faire basculer la société vers des modes de vie radicalement différents du système néolibéral actuel, mortifère pour tous les êtres vivants.

Malgré des prises de conscience et les initiatives engagées à plus ou moins grandes échelles, il devient indispensable d'amplifier l'impact des dynamiques de transition écologique et sociale amorcées. Et de les relier entre elles afin qu'elles démontrent que nous pouvons vivre et faire société autrement à des échelles

de territoires de vie. C'est le sens que nous donnons à cette "bascule des territoires" ardemment souhaitée. Elle transformera en profondeur l'existence de tous les habitant-es et acteurs locaux à différents niveaux (démocratie, alimentation, travail, économie, santé, habitat, éducation et formation, lien social...).



TERRITOIRES DE VIE

Lorsque nous parlons de territoires, nous pensons d'abord aux territoires de vie : là où nous vivons et travaillons au quotidien (quartier, village, ville, intercommunalité...), ces espaces de proximité qui nous ressource aux niveaux physique, matériel et symbolique. Point de définition géographique ou administrative précise *a priori*. Selon nous, ce sont les liens que les acteurs ont forgés entre eux sur la durée aussi bien que les dynamiques à l'œuvre aux niveaux humain, écologique et économique qui déterminent les contours de ce territoire de transformation.

Pour nous, depuis toujours, l'échelle locale est le lieu d'action le plus approprié pour amorcer la transformation à laquelle nous aspirons. Là où ses effets sont directement visibles. Là où les initiatives en coopération sont les plus accessibles et les gains d'autonomie les plus immédiats. Ainsi, la bascule s'expérimente plus efficacement dans la proximité et en synergie avec les réalités de notre environnement immédiat. C'est ce que nous proposons à travers des "défis de territoire" (lire page 9).

Et les actions qui s'y déroulent, bien que locales, nourrissent et aiguillonnent les grandes mutations à engager dans le pays, en Europe et dans le monde.



SOBRIÉTÉ

Si la notion de sobriété initie une décroissance nécessaire du modèle actuel de production et de consommation, pour nous elle vient d'abord interroger les racines du bonheur : qu'est-ce qui nous rend vraiment heureux et

de quoi avons-nous réellement besoin? Pierre Rabhi, qui a cofondé notre Mouvement, a développé l'idée que l'on peut être parfaitement heureux sans chercher en permanence à gagner plus et à consommer davantage de biens et de services. En vérité, il s'agirait plutôt de s'attacher à ce que toutes et tous nous puissions satisfaire nos besoins essentiels – avoir un toit sur la tête, pouvoir s'alimenter correctement, faire un travail qui ait du sens, se soigner, apprendre, etc. – et de tirer des liens humains notre plus grande richesse. C'est ce qu'il appelait "la sobriété heureuse".

À travers ce questionnement individuel et collectif, nous nous apercevons que nombreuses sont celles et ceux qui peuvent se passer des biens superflus qui ont envahi le quotidien, notamment dans les sociétés occidentales, afin de mieux partager les ressources et satisfaire ces besoins essentiels. Appliquée à l'échelle d'une société humaine, la sobriété évite en vérité le sacrifice des plus pauvres. Car elle est un gage de redistribution, de paix et d'équité, dans un monde aux ressources limitées.



CHANGEMENT INDIVIDUEL

Chacun et chacune d'entre nous est une partie de la solution. Nous parions sur l'intelligence collective et sur la nécessité d'expérimenter toutes ensemble de nouveaux chemins.

Et nous invitons chacun et chacune à "faire sa part". Ce qui signifie pour nous, depuis la création du Mouvement, à la fois de cultiver en nous la bienveillance, la générosité, l'empathie et la solidarité, mais aussi de s'engager dans une profonde remise en question de nos modes de vie et de se relier aux autres afin de participer à transformer collectivement nos territoires de vie.

En effet, nous pensons que l'émergence d'une société réellement écologique et solidaire ne peut se faire que par la conjugaison d'engagements collectifs et d'une transformation individuelle. Dans les deux cas, cela implique des mutations profondes dans nos systèmes de valeurs et nos postures de consommation, de coopération et de pouvoir. Sans cela, les dynamiques de transition locale sont vouées à perpétuer des systèmes de domination et de destruction que nous portons tous et toutes en nous.



CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Le changement d'échelle que nous engageons vise à amplifier les dynamiques déjà à l'œuvre sur les territoires, en contribuant à relier les initiatives les unes avec les autres, à documenter et rendre visibles les plus inspirantes, et à renforcer les coopérations entre acteurs et entre territoires.

Le réseau des Groupes locaux puis celui des oasis, développés par le Mouvement Colibris, étaient une première étape permettant de relier des individus entre eux.

Il s'agit à présent d'embarquer bien plus d'acteurs au sein des territoires – habitant-es, professionnel-les, élu-es, agent-es territoriaux-les... – pour initier des transitions démocratique, écologique et solidaire à l'échelle plus vaste des territoires de vie.



COOPÉRATION

Si nous sommes tous et toutes une partie de la solution, cela signifie aussi que personne, seul-e, ne la détient entièrement. Une métamorphose dans nos territoires ne peut s'enclen-

cher qu'à la condition qu'une diversité d'acteurs locaux s'engagent et coopèrent. Cette collaboration sur des sujets d'intérêt commun permettra à chacun-e de reprendre le pouvoir sur son existence, d'incarner un changement en actes et de mettre en place les conditions d'une vie heureuse en préservant le vivant.

La puissance de l'intelligence collective suppose de prendre en compte équitablement tous les avis et d'adopter des choix en conscience, pour satisfaire les besoins de la communauté. Notre interdépendance est parfois une cause de difficultés à surmonter, mais elle est surtout notre plus grande force!



SYSTÉMIQUE

La transformation en profondeur de notre société ne peut se faire qu'en mobilisant tous ses acteurs pour modifier les structures sociales, économiques et de pensée qui la conditionnent. C'est donc sur l'intégralité des composantes de nos sociétés qu'il va falloir agir : démocratie, systèmes alimentaires, de production, éducatif, culturel, financier...

Parce que tous les aspects des organisations humaines (et naturelles) sont interconnectés, afin de les transformer nous devons

penser ces interactions et agir sur ces différents champs conjointement. C'est ainsi que nous envisageons l'écologie, qui ne se réduit pas, comme on l'entend souvent, aux enjeux climatiques et de biodiversité.



RADICALITÉ

Nous revendiquons une véritable radicalité parce que nous souhaitons aller à la racine des dysfonctionnements de nos sociétés pour y apporter des solutions. Radicales et radicaux, nous le sommes aussi parce que nous nous efforçons de mettre en cohérence nos idées, nos actions et nos postures personnelles. Nous tentons ainsi d'inventer individuellement et collectivement d'autres modèles de vivre ensemble, d'autres manières d'être au monde et en lien avec le vivant.



DÉFIS DE TERRITOIRE

Dans cette campagne, nous souhaitons lancer des "défis" dans les territoires où nous vivons et travaillons. Il s'agit d'une démarche pour initier,

concrètement, un changement majeur de trajectoire de son territoire. Selon nous, ces défis peuvent être entrepris aussi bien par un groupe d'acteurs ou d'intérêt (sur un sujet précis) que par l'ensemble des habitant-es et organismes locaux, et engager tout le territoire. Nous pourrions aider à amplifier des défis ou dynamiques déjà initiés localement, en coopération avec nos partenaires.

Si certains défis peuvent concerner des thèmes particuliers (l'énergie, la démocratie, le logement, l'éducation, l'alimentation, les déplacements, etc.), notre ambition est qu'ils portent une dimension systémique et entraînent un changement plus global dans le territoire en question, reliant une diversité d'acteurs locaux.

Un exemple : lancer le défi de relocaliser l'alimentation des cantines scolaires ou d'un Ehpad doit pouvoir mobiliser autant les personnels des établissements concernés que les parents d'élèves et les enfants ou les seniors, mais aussi des élu-es et des agent-es territoriaux-les, des paysan-nes, des entreprises de transformation, etc. Et notre ambition est d'amener tous ces acteurs locaux à repenser ensemble à la fois les chaînes d'approvisionnement et le rôle des professionnel-les, l'amélioration des productions locales en qualité comme en volume, mais aussi l'installation de paysan-nes pour y répondre et l'organisation du foncier pour le permettre.

La CAMPAGNE NOUVELLE (R)



Phase 1 Juin 2022 - Mars 2023



avec les milliers de contributions de citoyen·nes, organisations, partenaires et collectifs.

La CONSULTATION



6.7.8 mai

Festival

afin de travailler ensemble à des pistes de solutions



Phase 2 2023-2024

Ensemble, nous lancerons les **DEFIS** de

TERRITOIRES



Phase 3 2025-2026

Nous PARTAGERONS nos EXPÉRIENCES

et nous PORTERONS un PLAIDOYER

POUR DES TERRITOIRES SOBRES!

JOYEUX

et RESPECTUEUX du VIVANT!!



MOOC (R)evolutions Locales





LES PÉPITES D'UNE CONSULTATION CITOYENNE

SUR LES 2 625 PERSONNES AYANT RÉPONDU AUX CONSULTATIONS THÉMATIQUES EN LIGNE, UNE MAJORITÉ SONT DES FEMMES (ET MÊME JUSQU'À 78,3% POUR L'ÉDUCATION, 69% POUR L'HABITAT, 68% POUR L'ALIMENTATION). LES RÉPONDANT-ES VIVENT UN PEU PLUS SOUVENT HORS DES VILLES ET SONT DE TOUS ÂGES, AVEC UNE MOYENNE QUI S'ÉTABLIT À ENVIRON 50 ANS. À NOTER QU'UNE MAJORITÉ (PLUS DE 55%) NE FAIT PAS PARTIE DE LA COMMUNAUTÉ COLIBRIS (GROUPES LOCAUX COLIBRIS, COTISANTS, BÉNÉVOLES...) – SAUF POUR L'HABITAT [50% EN FONT PARTIE] – ET QU'ENVIRON 80% N'AVAIENT PAS CONNAISSANCE DU PLAN DES COLIBRIS DE 2012.

Un très grand nombre de répondant-es indiquent se mobiliser déjà au sein de leur lieu de vie, à l'école de leurs enfants ou au travail, pour jardiner et consommer bio, pour recycler et échanger leurs biens, pour prioriser les transports en commun chaque fois que possible, pour préserver la biodiversité ou réaliser des sorties de classe en pleine nature... Malgré tout, plus de 2 000 d'entre elles et eux ce sont déclaré-es prêt-es à se lancer dans de nouveaux défis individuels ou collectifs. Réjouissant ! Et la maturité et la richesse des quelque

300 propositions de défis formulées sur ces 6 thèmes³ nous ont impressionné-es – au passage, 15 autres thèmes de mobilisation ont été suggérés, sur la nature, la santé, le numérique éthique, les déplacements écologiques, la culture... Sans pouvoir restituer l'ensemble de ces propositions (une version plus complète est disponible sur [notre portail de campagne](#)), nous avons choisi de vous présenter ici plusieurs pépites issues de ces consultations et des webconférences, en les répartissant dans 3 catégories.

³ Alimentation, Énergie, Éducation, Démocratie, Économie, Habitat.

LE CHANGEMENT EST POSSIBLE LORSQU'IL SE CONSTRUIT DANS LA PROXIMITÉ.

CES CONTRIBUTEUR·ICES PLAIDENT D'ABORD POUR UN CHANGEMENT ACCESSIBLE À TOU·TES, AUX DIMENSIONS HUMAINES ET EN LIEN AVEC LA NATURE QUI LES ENTOURE.

(RE)TISSER LES LIENS ET SOIGNER L'HUMAIN

Cette exigence s'exprime dans tous les domaines. « À l'échelle urbaine, il nous faut agir et travailler en quartiers et sous-quartiers naturels (pas administratifs), en communautés de vie », conseille un contributeur. Un autre va plus loin en proposant d'« organiser une journée de la semaine sans travail et sans voitures (hors services d'urgences : police, pompiers, médecins...) et [d']inviter tous les gens à sortir de chez elle et eux et à se promener dans leur quartier pour se réapproprier gratuitement leurs espaces dans une logique de non-consommation. » Au niveau de l'énergie, cela se traduit par une forte aspiration à « rapprocher les lieux de production et de consommation » tout en assurant à toutes les moyens de se chauffer.

Cette remise en lien est aussi pensée comme l'une des clés pour dépasser certaines difficultés au niveau éducatif. Aussi bien entre « parents, souvent trop isolés », que pour les enseignants, dont il faut prendre soin : « Cela passe par un nombre optimal d'élèves par classe, une prise en charge par une personne qualifiée des enfants en difficulté, une formation initiale et continue venant les soutenir et leur permettre d'avoir les clés pour proposer un enseignement de qualité aux élèves. » « J'ai

été enseignante pendant quinze ans, témoigne l'une d'elle, et j'ai quitté le métier à cause de l'institution et du manque d'attention portée à l'être humain, qu'il soit adulte ou enfant. » Prendre soin, enfin, des enfants eux-mêmes, « de toutes les formes d'intelligences qui sont aujourd'hui négligées dans l'enseignement », en adaptant l'éducation à chacun·e, afin que toutes « trouvent leur place et s'épanouissent », et non en forçant les élèves « à s'adapter au format d'éducation standardisé ».

En fait, comme le soulignaient le 10 octobre 2022 les intervenantes de la webconférence sur l'Éducation, en matière d'éducation « chacun·e peut contribuer, à des places différentes ». C'est d'ailleurs la force de l'expérience des Cités éducatives, lancée en 2020 dans plus de 200 villes en France métropolitaine et d'outre-mer, qui vise à décroisser les interventions autour des enfants en reliant les acteurs d'un territoire : Éducation nationale, parents, associations de quartiers, associations sportives... Dans cette même perspective, les contributeur·ices suggèrent d'« inviter à l'école des intervenant·es d'univers variés afin que les élèves puissent constater différents parcours de vie, différentes alternatives et perspectives aux projets de vie qu'elles et ils imaginent ».

APPRENDRE ET GRANDIR À TRAVERS LA NATURE ET SON ENVIRONNEMENT

C'est l'autre clé posée, comme un levier, dans cette réflexion pour un changement radical et sensible de notre société. Que ce soit par « des temps organisés en famille et entre ami·es dans la nature », à travers « des expériences d'immersion dans la nature, autour de la culture et du vivre ensemble », en particulier avec les élèves, ou grâce à « des espaces de verdure dans les établissements scolaires, des jardins, des potagers, des futaies, etc. ». Mais aussi en accordant « plus de temps et d'espace à l'enseignement de la nature, de notre dépendance à notre environnement, des conséquences de notre mode de vie sur celui-ci, etc. ».

“**Au départ, dans ce projet d'“école en forêt”, notre intention était de reconnecter les enfants à la nature, en se disant que si les enfants, dès leur plus jeune âge, vont régulièrement passer du temps dans la nature, vont potasser la terre, respirer les arbres et les fleurs, observer les petits animaux, eh bien ces enfants-là se construiront avec cette nature, et l'aimeront. En plus, on s'est rendu compte que ces enfants prennent des initiatives, ont de la curiosité, expriment leurs envies, s'entraident et sont assez autonomes quand on leur laisse une certaine liberté. Cela est très positif et redonne du sens à tous les apprentissages.**”

Stéphanie Chaudron, professeure des écoles en maternelle, développe des pratiques d'école en forêt dans le Doubs, avec l'association GRAINE

[Webconférence Colibris sur l'éducation](#)

Cette « renaturalisation de nos vies » s'inscrit aussi dans l'aménagement urbain, avec la création « de zones de silence en ville », la



« végétalisation d'une rue autrefois dédiée à la voiture » ou encore « en débitumant un parking pour y planter des arbres et en faire un parc public ».

En outre, le défi de cette reconexion à la nature est clairement culturel, soulignent plusieurs répondant·es. Lesquel·les proposent d'« améliorer la connaissance des plantes. Car beaucoup d'adultes ne reconnaissent plus la nature ni les usages des plantes. Ils sont tellement devenus dépendants du système industriel que, lorsque vous les lâchez dans un jardin, ils sont perdus face à la diversité qui s'y trouve... » Cette éducation à la nature s'étend également au « bien manger, local et fait soi-même », avec la mise en œuvre d'« un programme nutrition-santé pour les élèves, de la maternelle – à un âge crucial pour la découverte du goût – jusqu'à la 4^e ». Cette formation sur « les fondements d'une alimentation respectueuse du corps et de la terre doit s'exercer (également) en écoles d'agriculture » et être « adaptable à tous les budgets ».

CONSTRUIRE UN TERRITOIRE QUI S'APPUIE SUR SON CLIMAT, SA NATURE ET SES RESSOURCES EN LES PRÉSERVANT

Les contributeur·ices étendent tout naturellement cette approche écologique à l'échelle de leur territoire, notamment en créant « des jardins-forêts ou des forêts fruitières, y compris dans les parcs des villes ». Autres propositions : « rendre obligatoire pour toutes nouvelles constructions l'installation de panneaux et chauffe-eau solaires », mais aussi « l'isolation thermique des bâtiments », le compostage de ses déchets grâce à « des composteurs dans chaque quartier », et « des méthodes de récupération de l'eau de pluie pour arroser nos jardins ». Afin d'atteindre cet objectif d'un quotidien plus écologique, une personne suggère judicieusement d'aider chacune à faire en partie ces travaux et à ne pas dépendre des seul·es professionnel·les, en « accompagnant les autoconstructeur·ices et autorénovateur·ices ».

Produire et consommer son énergie localement et développer une mobilité douce sont également plébiscités, par toutes les voies possibles déjà évoquées : « booster les énergies renouvelables et locales », « se former à l'écohabitat et aux usages peu énergivores », développer « les transports en commun (cars, bus, trains) et leurs usages, et les rendre quasi gratuits » mais aussi « les pistes pour les vélos et pour la marche en ville (y compris partagées) ». On notera, au passage, ces deux propositions opposées : « augmenter la production d'énergie nucléaire pour amortir le choc de la suppression des énergies fossiles » d'un côté et « accélérer la réduction et le démantèlement du parc nucléaire » de l'autre.

Comment cesse-t-on d'artificialiser les terres et les paysages, comment donner des logements à des gens en essayant de préserver les habitats des autres espèces ? Ce sont des questions complexes. À la suite de la Convention citoyenne pour le climat, la loi Climat et résilience de 2021 a prévu de réduire de moitié la bétonnisation d'ici 2031, et d'arriver à zéro artificialisation à l'horizon 2050. Mais en août 2022, il y a eu un moratoire sur les décrets d'application à la suite d'une levée de boucliers des élu·es, souvent aux prises avec des fidélités locales, des gens qui ont des terrains et demandent des faveurs... Il n'y a pas de vision d'ensemble, de prise en compte du bien commun. [...] Je crois que la réponse est démocratique. Il faut impliquer les citoyennes et les citoyens dans l'aménagement et leur donner les moyens de décider ensemble ce qui est le mieux pour leur territoire.

Gabrielle Paoli, membre du conseil d'administration de la [Coopérative Oasis](#)



INSTALLER LES ACTEURS DU CHANGEMENT ÉCOLOGIQUE AU CŒUR DE SON TERRITOIRE

Produire et manger bio localement fait partie des propositions récurrentes dans cette consultation. Si certain·es plaident pour « diversifier les variétés cultivées (fruits, légumes) et les races de bétail », d'autres souhaitent tout bonnement « la suppression des élevages et cultures conventionnelles ! » Dans cette voie d'une agriculture plus écologique, un répondant souhaite « engager une réforme du label bio (difficile) ou lancer un label plus contraignant comme un "label nature" avec zéro pesticide, local, éthique, qui rend heureux à produire et à consommer ». Plus classiquement, l'exigence « de vrais repas végétariens ou végans, bons et équilibrés, bio et local, dans les cantines, plus d'une fois par semaine » est largement partagée.

Assez logiquement, un grand nombre de participant·es insistent pour maintenir des paysan·nes près de chez soi et en installer de

nouveaux·elles. Ce qui passe par la nécessité de « changer le regard sur l'agriculture » et de « rendre ce métier plus désirable, car, on ne va pas se mentir, si personne ne veut plus être paysan·ne, la relocalisation sera inatteignable, on continuera à importer et le problème restera entier ». Même appel à « faire renaître la main-d'œuvre agricole dans les territoires : nous, paysan·nes, avons besoin de main-d'œuvre, notamment locale, si l'on veut décarboner nos pratiques. Il nous faut pour cela une main-d'œuvre fiable, volontaire, travailleuse, résiliente, et surtout à un coût abordable pour ne pas rendre nos produits trop chers. »

L'installation de nouveaux·elles paysan·nes implique, comme plusieurs personnes le rappellent, de « faciliter l'accès au foncier pour tous les porteur·ses de projet en agriculture écologique, quitte à réquisitionner les parcelles en jachère détenues par des entreprises sous statut de société non pourvoyeuse d'emplois... Des terres non exploitées en limite de métropole, ça ne devrait plus exister ! » Et pour y aider, suggère l'un d'eux, « que les communes

« Sur la question des prix alimentaires, il faut vraiment tout revoir. Car [quoique encore trop élevés pour certaines bourses,] il faut réaliser que, si les paysans comptaient toutes leurs heures de travail et si l'agriculture n'était pas ultra subventionnée, ce serait encore beaucoup plus cher ! En France, on ne paie pas les aliments à leur vrai coût... »

Boris Tavernier, cofondateur et délégué général de la fédération Vrac (Vers un réseau d'achat en commun)
[Webconférence Colibris sur l'alimentation](#)

organisent des rencontres entre propriétaires de terres agricoles et porteur-ses de projet ». Tandis qu'un autre encourage « l'acquisition par les municipalités de terrains destinés à une production agroécologique de proximité », en plus d'aider à « installer des jeunes paysans en les salariant à travers une régie municipale ».

Or, ces choix d'usages du foncier local et ces investissements publics nécessitent des arbitrages démocratiques, impliquant tous les acteurs locaux. Et d'éclairer ces choix collectifs, en mettant, par exemple, « en concurrence l'étalement urbain (même dans les villages, avec de multiples lotissements qui ne cessent de s'étendre) avec des terres dédiées à l'alimentation locale, en particulier pour les cantines des établissements scolaires, les repas des Ehpad, etc. ».

Enfin, installer des jeunes paysan-nes signifie aussi pour eux de pouvoir... durer ! À cette fin, il faut « forcer les distributeurs comme les groupes Carrefour, Système U ou Leclerc, suggère une contributrice, à prendre les fruits, légumes hors calibre et avec des défauts, non seulement pour éviter le gaspillage mais aussi les faibles revenus des producteurs en bio ».

AMÉNAGER SON TERRITOIRE POUR MIEUX RELOCALISER LES RESSOURCES ET LES SERVICES

Plusieurs contributeur-ices pointent, avec justesse, que cette relocalisation souhaitée par tout le monde amène à repenser en profondeur l'économie et l'aménagement de son territoire. Et notamment à « se réorganiser en arrêtant les politiques de concentration urbaine, comme les métropoles, afin de limiter les déplacements » et « les poids lourds sur de grandes distances ». Certain-es préconisent d'ailleurs de leur substituer « le fret ferroviaire » et « le fret fluvial » chaque fois que possible.

Une personne fait aussi la proposition audacieuse de créer des « "zones agricoles différenciées" dans les PLU (plan local d'urbanisme) intégrant une "zone agricole de résilience alimentaire" (circuit court jusqu'à 10 kilomètres, ou plus selon la réalité du territoire local), notamment par préemption publique de fonciers, afin de permettre d'atteindre jusqu'à 70 % voire 80 % d'autonomie. Et ce en lien

avec les Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), les chambres d'agriculture, communes, les agences de l'eau, etc., avec l'objectif d'y installer de jeunes permaculteur-ices et développer des communs. S'ajouteraient une zone agricole commerciale destinée à l'exportation des surplus au-delà de la zone locale de résilience et des "zones naturelles à préserver", dont les zones humides et des forêts expérimentales suivant la méthode Miyawaki⁴. »

Enfin, un contributeur suggère d'instaurer « un "crédit d'impôt circuit court" (déduit de l'impôt sur le revenu) [en fonction de ses achats et consommations] pour favoriser la relocalisation et/ou l'innovation dans les produits agroalimentaires artisanaux ».

⁴ La MiniBigForest du botaniste japonais Akira Miyawaki est un petit écosystème forestier de 200 m² à 3000 m², à la végétation dense, fonctionnant selon les principes d'une forêt naturelle.



« Que ce soit sur les véhicules électriques ou, demain, à hydrogène, gardons-nous des positions tout noir, tout blanc. L'électrique peut convenir pour des voitures individuelles et l'hydrogène pour des poids lourds, mais tout ça s'analyse au cas par cas, en vérifiant de près les impacts directs et indirects, et les services rendus. Évitions la pensée binaire ! Autre exemple, celui d'un parc éolien. Au lieu de l'interdire au nom de la préservation des chauves-souris, par exemple, commençons à examiner quand les chauves-souris passent à côté des éoliennes. On s'est aperçus que c'était quelques semaines dans l'année, et à certains moments. Eh bien, qu'on arrête les éoliennes à cette période-là. Cela entraînera une perte de 2 % à 3 % de la productivité ? Sans doute, mais à l'arrivée tout le monde sort gagnant, avec une énergie renouvelable et [des] chauves-souris [sauvées]. Ayons cette intelligence collective vis-à-vis des énergies renouvelables et des autres sujets, plutôt qu'une vision monocolor. »

Thierry Salomon, ingénieur et énergéticien, vice-président et porte-parole de l'association [NégaWatt](#)
[Webconférence Colibris sur l'énergie](#)

LE CHANGEMENT EST POSSIBLE LORSQU'IL EST COLLECTIF ET INCLUT TOUS LES ACTEURS

PARCE QU'IL NE SAURAIT Y AVOIR DE CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ SANS RÉELLE DÉMOCRATIE, LES PARTICIPANT·ES À NOTRE CONSULTATION DÉFENDENT UN PROCESSUS CONSTRUIT PAR TOU·TES.

CONSTRUIRE NOTRE AVENIR DANS L'ÉCHANGE ET L'ACCOMPAGNEMENT

Relier toutes les compétences d'un même territoire autour de l'éducation des enfants et des jeunes (lire page 14) se prolonge, pour une contributrice, par « faire en sorte que l'éducation s'ouvre au monde, à la société, aux entreprises, à la démocratie, aux particularités territoriales comme supports d'éducation [...]. Il s'agit d'apprendre dans le concret, de laisser place à l'expérimentation et aux volontés des enfants et des enseignants. [En cela] l'éducation doit s'adapter au rythme des enfants, en réorganisant les temps scolaires et en laissant davantage de place au mouvement et à la découverte. »

Dans la continuité de cette approche, il conviendrait, suggère une autre, de « revoir la conception des classes par âge pour favoriser les classes par niveaux [...]. Cela permettrait même d'aller plus loin en direction d'un enseignement intergénérationnel où l'âge n'importe plus au profit du partage de connaissance. » Tandis qu'un troisième contributeur appelle à « arrêter le système de notation, de classements et de compétition : c'est culpabilisant, angoissant et ne montre qu'un aspect négatif de la société. À la place, promouvoir la coopération, l'entraide, mais aussi permettre

aux élèves d'être les acteur·ices de leur enseignement, de prendre les rênes de ce qu'ils souhaitent apprendre et de comment ils souhaitent apprendre. »

Ce besoin de nous relier pour avancer ensemble se manifeste aussi à travers de nombreuses propositions en matière d'habitat. D'abord pour favoriser l'accès au logement, notamment collectif et écologique : « initier et soutenir des projets locaux d'écohabitats partagés », y compris en « participant à leur financement », « travailler avec les élu·es sur les documents d'urbanisme pour que ce soit plus facile d'implanter des écolieux » mais aussi « pour tenir compte des spécificités des habitats légers et les conséquences sur l'adaptation des réseaux (eau, électricité, etc.) afin de faciliter leur implantation », « mobiliser les dons et les compétences pour des projets de recherche et expérimenter en matière d'habitats écologiques et sociaux à grande échelle », « faire connaître et développer la cartographie de la frugalité heureuse et créative (carto.frugalite.org) sur les matériaux frugaux, les artisan·es locaux·les et les projets inspirants », « travailler avec les Safer [sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural] et les syndicats agricoles sur la possibilité de vendre des terres agricoles et des fermes à des collectifs (petites parcelles) ».

Mais se relier ne suffit pas à « écologiser » le parc immobilier local, nous disent les contributeur·ices, il faut aussi sensibiliser et former tout·e un·e chacun·e, sans oublier les professionnel·les, à l'écohabitat : « intégrer pleinement dans les formations du bâtiment les habitats vertueux écologiquement dans leur construction », « sensibiliser les habitant·es et les élus locaux sur l'importance d'écoconstruire, de relocaliser les activités et d'accroître l'autonomie du territoire » et « développer les connaissances liées au "faire soi-même" ou en commun ».

Et, comme le souligne, non sans malice, une contributrice, la sobriété exige que l'on forme aussi sérieusement nos "élites" : « Former nos responsables politiques actuel·les à la sobriété énergétique (avec une formation renforcée pour le chef de l'État, le Premier ministre et les ministères traitant de l'écologie!), et intégrer dans la formation initiale de nos politiques et dirigeant·es de demain (ENA, Sciences Po, Polytechnique, écoles d'ingénieur et de commerce...) une part significative d'enseignements concernant le réchauffement climatique. »

La crise du logement n'est pas seulement une question de quantité de logements, mais plutôt celle de l'accès financier à ces logements (loyer ou achat) et de la proximité des emplois. [...] C'est pourquoi je m'intéresse beaucoup à des systèmes alternatifs qui proposent des expérimentations concrètes [comme] le projet de la foncière citoyenne Communs, qui veut faire de l'habitat écologique, coopératif, mais aussi non spéculatif : les habitant·es n'y seront ni propriétaires, ni locataires, mais seront sociétaires ; ils en acquerront des parts en payant une redevance, calculée de façon à rembourser les emprunts et à entretenir l'immeuble, sur la base d'une propriété collective, détenue par la foncière, qui restera inaliénable et non spéculative par statut. Le modèle cherche à prouver, par l'exemple, qu'il n'est pas besoin de spéculation pour faire fonctionner un marché immobilier performant et à la hauteur des enjeux écologiques et sociétaux d'aujourd'hui.

Marion Perret-Blois, urbaniste et écologue, participe au comité de pilotage du [Mouvement pour une frugalité heureuse et créative](#)
[Article Campagne Nouvelle \(R\)](#)

BÂTIR UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE, DE LA COOPÉRATION ET DE L'ENTRAIDE

Échanger, mutualiser, s'entraider au quotidien : les propositions allant dans ce sens, concrètes et parfois innovantes, sont très nombreuses dans notre consultation. Parmi elles, on retiendra « des bourses d'échange locales de vêtements dans les écoles à chaque changement de saison », le partage de « notre électroménager sur le quartier », une « mutualisation des biens et des services entre voisin·es et collectifs proches », « proposer à mes voisin·es de mutualiser certains appareils (tondeuse, tronçonneuse, etc.) sans besoin d'en acheter des nouveaux », des « ateliers de

réparation mutualisés », mais aussi « créer une chaîne solidaire de l'alimentation sur tous les territoires, dans chaque quartier, chaque hameau..., à l'image des Frigos solidaires ».

Dans la même veine, tandis que l'une nous dit s'être « passée d'une voiture personnelle », un autre préconise de « mettre en place des moyens de transport collectifs (petits véhicules électriques, calèches...) au sein des quartiers, gérés par les parents, pour que ces derniers ne prennent pas tous leur véhicule ». Et, en matière de logement, « participer à l'initiative de lancement d'un projet d'habitat collectif et participatif » ou « trouver des vraies colocations avec partages de services, qui soient

mieux que des résidences d'étudiants ». Étendue à son territoire, par exemple en matière de restauration collective, « la coopération territoriale permet de mettre du lien entre les producteur-ices et les consommateur-ices » en favorisant les circuits de proximité et des prix alimentaires plus justes. De même, « aider les producteur-ices à coopérer et à se structurer [leur permet de mieux] dialoguer avec les collectivités. »

Aujourd'hui, avec les hausses de prix des matières premières, des coûts énergétiques et de production, qui se répercutent sur l'alimentation, les politiques de durabilité écologique d'hier sont devenues des politiques de résilience. C'est-à-dire qu'elles tentent de répondre à une question majeure : comment peut-on encore nourrir la population de son territoire ? Et donc comment améliore-t-on les ressources alimentaires locales, à la fois par des productions agricoles mais aussi par l'autoproduction individuelle et collective ? Quelles coopérations construit-on pour y parvenir entre les territoires voisins ? Cette reformulation des enjeux alimentaires est stimulante.

Anna Faucher, directrice et cofondatrice de l'association Let's Food

[Webconférence Colibris sur l'alimentation](#)

Plus généralement, toutes les formes de coopération sont encouragées. Qu'il s'agisse de coopératives de travail (Scop et contrats d'accompagnement dans l'emploi), de producteur-ices ou de consommateur-ices, ou pour « faire vivre des espaces partagés, des jardins potagers, des lieux de ressourcement ou de réflexion, de partage d'informations et de décisions collectives, des lieux de diffusion d'art et de culture, des lieux festifs, des lieux de partage d'outillages et de savoir-faire... ».

Au-delà de ces services et liens du quotidien, plusieurs contributeur-ices reviennent sur l'instauration du revenu de base ou universel pour mieux « se mettre au service de la communauté ». Et l'un d'elles et eux pointe que « les expérimentations en Europe de revenus de base montrent que ça libère le bon sens des gens qui investissent dans le durable et quittent les emplois toxiques ».

ÉDIFIER PARTOUT UNE DÉMOCRATIE RÉELLEMENT PARTICIPATIVE

Construire une démocratie collaborative avec tous les acteurs locaux est un défi exigeant, certes, mais vraiment essentiel (lire page 49).

Un grand nombre de contributeur-ices invitent d'ailleurs à « impliquer les citoyen-nes, les élu-es, les technicien-nes dans une réflexion commune sur l'alimentation et la démocratie alimentaire ». Mieux, à « participer à des enquêtes expérimentales de citoyen-nes qui deviennent alors expert-es, et s'appuyer sur leurs résultats » pour construire des solutions locales. Un contributeur nous alerte aussi sur le fait que « le législatif doit être construit sans l'emprise du lobbying, mais sur des approches globales en laissant la place à l'adaptation locale et la responsabilisation ».

En matière de logement, on peut retenir cette série de propositions pour redonner de la voix aux habitants : « lancer des consultations citoyennes sur l'accès au logement », « participer à une réflexion commune sur le devenir de notre habitat », « peser collectivement dans les décisions d'aménagements urbains », « engager de vastes rénovations en centre-ville, qui prennent en compte l'aspect énergétique et qui fassent participer activement les habitant-es, surtout dans la phase préalable de réflexion ».

Et lorsque la consultation ne suffit pas, modifier la réglementation devient nécessaire. Ne serait-ce que pour « rendre la législation plus claire et propice à l'installation des habitats légers », « faire évoluer la loi pour que toute nouvelle construction soit certifiée

Sur la rénovation énergétique des bâtiments, l'enjeu est vraiment démocratique. Je rappelle le défi : l'immobilier pèse pour 50 % dans les bilans énergétiques de la France. Si l'on investissait massivement dans la rénovation des bâtiments – on a parlé de 12 milliards d'euros sur les prochaines années –, on pourrait baisser drastiquement notre consommation énergétique et notre bilan carbone. Mais les acteurs professionnels et économiques ne s'entendent pas sur combien ça coûte, qui doit payer, etc. Ce new deal énergétique nécessite, en réalité, un vrai débat de société et une révolution de nos institutions, sur les prises de décision. Ce qui n'est pas vraiment en marche aujourd'hui...

Éva Sadoun, entrepreneuse, cofondatrice et présidente de LITA et coprésidente du Mouvement Impact France, autrice de *Une économie à nous* [Actes Sud, 2022]
[Webconférence Colibris sur l'économie](#)

« passive », « faire avancer la législation (ou la faire appliquer en ce qui concerne la loi Alur) pour favoriser la création de logements écologiques tout en limitant l'artificialisation des sols, hors zones urbaines », « obliger à mettre des panneaux solaires thermiques », « engager une réforme des usages de l'eau pour faciliter l'usage de l'eau de pluie », « diminuer les possibilités de rejets dans les eaux usées (toilettes sèches, phytoépuration) », « passer à la facturation au poids réel des poubelles (redevance incitative) » « réguler la spéculation foncière et immobilière », « écologiser les métriques du foncier et de l'immobilier ».



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE LORSQU'IL EST SYSTÉMIQUE

À LA HAUTEUR DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX, LES PARTICIPANT-ES À CETTE CONSULTATION SOUTIENNENT UN CHANGEMENT DE TRAJECTOIRE DE NOTRE SOCIÉTÉ À LA FOIS GLOBAL ET RADICAL. CETTE APPROCHE SYSTÉMIQUE EST LA CLÉ D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME. AVEC DE MAGNIFIQUES TRADUCTIONS DANS NOS TERRITOIRES DE VIE ET NOTRE QUOTIDIEN !

REDONNER UNE VALEUR AU VIVANT

Jouant en quelque sorte le rôle de préambule à ce changement global de société et de territoire, un contributeur nous invite à reconfigurer en profondeur notre système de valeur économique autour de ce qu'il nomme une "valeur d'existence" : « Il faudrait revoir les principes de nos systèmes comptables, redéfinir les concepts de valeur en prenant en compte non pas seulement la valeur ajoutée, mais également la valeur détruite, que ce soit en matière de ressources naturelles ou de souffrances et de destructions du vivant. Il conviendrait donc de [...] trouver des mécanismes pour que la valeur d'échange se rapproche de celle d'usage, plus difficilement calculable et objectivable. [Mieux, il faudrait] proposer une troisième valeur pour les autres agents minéraux et vivants, une "valeur d'existence" qui les extirpe de leur seule définition d'usage externe par les humains, quitte à leur donner des identités juridiques protectrices comme il commence à en exister pour certains espaces "naturels" à préserver. Donc, il faudrait une nouvelle comptabilité incluant toutes les destructions. Par cette transformation conceptuelle de la valeur, les billets d'avion deviendraient, par exemple, mécaniquement

plus onéreux que les billets de train, ce dernier étant moins polluant ; les salaires des infirmier-es et des instituteur-ices deviendraient mécaniquement plus élevés que ceux des banquier-es ; le prix du café cueilli par des agriculteur-ices qui en survivent à peine serait mécaniquement moins attractif que celui du café cultivé dans des conditions plus durables, etc. Ainsi seraient coûteux le travail des enfants, l'exploitation des femmes, la souffrance animale, les actes non consentis, les nourritures malsaines ou encore la destruction des ressources. [...] Par cette nouvelle comptabilité, la croissance deviendrait positive et on la rechercherait car elle serait une croissance pour tous les êtres vivants et minéraux, et pas seulement les êtres humains. »

FABRIQUER UNE SOCIÉTÉ PLUS SOBRE ET ÉCOLOGIQUE

Sans citer toutes les propositions autour du recyclage, de la réduction des déchets, de l'occasion, de la réparation et du réemploi, notons cette invitation d'un contributeur à « faire le maximum pour consommer le moins possible : on garde jusqu'à l'usure ou la panne non réparable, et, lorsqu'on achète, c'est : 1) d'occasion ; 2) si neuf, du made in France ou

Europe chaque fois que possible, et éthique (notamment vêtements et chaussures). Mais il y a des limites importantes pour le neuf éthique chez les jeunes (achats passés à 100 % sur une plateforme d'achats de seconde main), car nos ados veulent des marques... » Les professionnel·les de la mode doivent eux aussi enclencher cette bascule !

Citons encore cette série de défis individuels et collectifs que plusieurs contributeur-ices se proposent de relever pour rendre les logements plus écologiques et moins énergivores : « faire des chantiers participatifs citoyens d'écoconstruction afin d'apprendre les savoir-faire pour rénover », « développer l'utilisation des matériaux naturels (bois, terre, paille, pierre...) en construction et en réhabilitation », « employer des matériaux les plus locaux possible », « développer le dépannage public des systèmes énergétiques (photovoltaïques, des pompes à chaleur, géothermie) », « habiter plus près de son lieu de travail », « réhabiliter chaque fois que possible au lieu de construire de nouveaux logements », « mettre la priorité sur la rénovation et la diminution des surfaces par habitant », « développer le logement collectif en milieu rural », « apporter des aides aux entreprises ou réduire leurs charges lorsqu'elles proposent d'utiliser des matériaux biosourcés ».

Et, pour éviter l'étalement urbain et favoriser l'accès au logement, plusieurs personnes recommandent de « ne pas multiplier les résidences de loisir qui ne sont pas utilisées la plupart des mois de l'année mais mobilisent des bâtiments déjà construits », voire de « sortir des résidences secondaires, des logements vides, de ceux laissés à l'abandon ou menant à la ruine par faute de moyens ou de volonté. Un seul logement par personne. Pas plus, pas moins. »

De nombreuses préconisations ciblent également nos façons de nous déplacer. En généralisant des transports plus sobres et collectifs là où l'on vit, notamment pour les scolaires – y compris en « calèche-bus à cheval », comme plusieurs villages l'ont mis en place ! –, mais aussi en « évitant les services de

livraison de repas, et en privilégiant les repas à emporter et à aller chercher à pied près de chez soi ».



Dernier secteur clé pour expérimenter un changement d'usages et de comportements vers davantage de sobriété écologique : l'alimentation. L'une entend « s'engager vers la sobriété alimentaire, manger moins de viande, de la viande de bœuf de l'Aubrac aux grandes occasions, manger sainement des produits non transformés ». Un autre suggère de « tester un ou plusieurs jours végétariens par semaine pour découvrir et s'habituer à ce mode d'alimentation et de cuisine. Idem avec un régime locavore pour questionner l'origine de nos produits, ceux qu'on ne pourrait plus manger du tout comme le chocolat. Mais ce défi est plus compliqué en région parisienne. » Et bon nombre de contributeur-ices rappellent les objectifs de la loi EGalim : « Mettre en place plus de repas végétariens, bio et locaux dans les cantines scolaires. »



Est-on dans la métamorphose ou dans la transition ? Pour moi, on est plutôt dans la transition. La métamorphose veut dire passer de la chrysalide au papillon, mais je doute qu'elle puisse rapidement concerner 68 millions de personnes. Et, ce qui nous intéresse à NégaWatt, c'est d'avoir des solutions sur lesquelles on est collectivement sur la bonne trajectoire, quitte à les modifier ensuite. Si l'on prend l'exemple de la voiture, il est clair qu'à partir du moment où l'on a un urbanisme qui est extrêmement éclaté en périurbain et en maisons individuelles, il faut trouver une solution qui n'est pas nécessairement celle du transport collectif. Parce que le transport collectif pour une faible densité, économiquement, cela ne peut pas tenir. Dans ce cas, le covoiturage et des voitures électriques légères peuvent être de meilleures pistes, en attendant de modifier l'urbanisme.

Thierry Salomon, NégaWatt

Effectivement, le métro ou le tram on ne peut pas les mettre en place dans des zones peu denses. En revanche, il y a des solutions pour ces zones que la société Ecov, par exemple, a mises en place, avec service de ramassage qui est à la disposition des citoyen-nes, il suffit d'appeler. Ainsi, les citoyen-nes ont accès à une solution de mobilité partagée, qui semble bien fonctionner. C'est ce type d'initiatives que l'on devrait tester davantage en attendant de faire les corrections nécessaires pour le futur dans notre politique urbanistique.

Yamina Saheb, ingénieure, économiste et docteure en énergétique, coautrice du dernier rapport du Giec sur les solutions contre le réchauffement climatique.

Cet échange m'évoque le fait qu'il faut préserver la créativité. La créativité territoriale comme individuelle, et ne surtout pas se censurer. En l'occurrence, j'habite un territoire de montagne, une zone peu dense par excellence. On a mis en place dans notre territoire des listes de besoins de déplacements pour partir de ce lieu de vie ou y revenir. Et ça marche ! Ne bridons surtout pas ces petites initiatives de proximité car elles vont donner l'énergie à d'autres d'y participer ou d'en lancer de nouvelles. Cette complémentarité entre énergies et innovations humaines est essentielle pour transformer notre territoire et nos vies.

Marc Mossalgue, responsable de la communication à [Énergie Partagée](#)

[Webconférence Colibris sur l'énergie](#)



GAGNER EN RESPONSABILITÉ ET EN AUTONOMIE

Ces deux notions sont les deux faces d'un même projet de société semblent nous dire les participant-es à cette consultation.

Et cela commence dès l'enfance, en mettant « la responsabilité au centre du fonctionnement de notre société, dans l'éducation ». L'une des contributrices veut aller plus loin en créant « une école ou une université de l'autonomie » tandis qu'une autre veut lancer « des ateliers pour apprendre à consommer et vivre avec moins, de psychologie positive pour comprendre que le bonheur n'est pas que dans la consommation ».

D'ailleurs, toutes les initiatives pour partager et « augmenter la réparabilité des appareils », notamment via « des ateliers de réparation (électroménager, outillage...), qui peuvent être aussi des lieux de location » et l'approche des low-tech en matière d'énergie (« petit éolien et hydrolienne »), sont encouragées. De manière générale, les participant-es soutiennent tout ce qui peut offrir des gains d'autonomie au quotidien. Il s'agit en particulier de « se réapproprier des savoir-faire pour être moins dépendant-es ». Par exemple, en valorisant « ses surplus du potager » ou en plantant 1 000 petites graines autour de soi : « Retraité depuis quelques années, détaille l'un, j'investis du temps pour encourager au jardinage. Je distribue des légumes en pot pour faciliter le jardinage sur un balcon. Je donne des arbres fruitiers à planter. Comme il y a de bons restes, ma famille ne manque de rien. »

Au-delà de cet essaimage autour de soi, « si on imagine une France en pénurie d'énergie, avertit un autre, il faudra peut-être penser à ce que le gros de la population et pas que les paysan-nes de métier se forme à produire de la nourriture... Peut-être imaginer un modèle hybride qui nous donne toutes les chances pour faire face aux défis alimentaires et énergétiques. » Et, pour y voir plus clair sur les besoins de son territoire, l'un des contributeurs rappelle qu'avec l'outil Parcel, construit notamment par Terre de Liens, on

peut « réaliser un calcul des surfaces nourricières existantes et potentielles (surfaces agricoles, prairies, etc.) mises en corrélation avec la population des villages ou villes (et de leurs évolutions démographiques, avec une projection à 10 et 20 ans) ».



Il va falloir que le budget des ménages alloué à l'alimentation augmente⁵. On a du mal à le dire alors qu'il y a des gens pour lesquels il est difficile de se nourrir tous les jours. Mais bien d'autres peuvent mettre le prix pour une alimentation de qualité, quitte à réduire d'autres consommations. C'est un sujet tabou et compliqué, qu'il faut pourtant aborder. Il est rendu d'autant plus difficile que la grande distribution mène une course aux prix les plus bas sur certaines denrées et inculque l'idée que l'alimentation doit être toujours moins chère...

Anna Faucher, [Let's Food](#)

⁵ Le budget alimentation représente en moyenne 13% des revenus des ménages en France. Et il grimpe à 25% chez les populations aux revenus modestes

D'une façon pratique, tandis que l'un des contributeurs suggère de « créer des espaces de transmission d'expériences et de savoir-faire à des (et entre) amateur-ices, notamment par des paysan-nes avec un financement local. », une autre formule cette proposition pleine de bon sens : « Dans notre région (Lozère sud), les habitations, vides à 40 % en ville et plus encore dans les hameaux, sont entourées de jardins en friche 10 mois sur 12 (souvent davantage). Cherchons à créer des "arrangements" avec ces propriétaires de maisons secondaires pour cultiver, au moins en partie, leur jardin en échange de l'entretien des lieux et de quelques légumes, lors de leurs passages en vacances. » En résumé, il s'agit donc de « produire partout, notamment dans les lieux publics ».



L'autonomie par l'échange toujours, c'est la voie que préconise ce contributeur pour l'aide alimentaire : « *On ne doit pas réaliser des distributions alimentaires en "aveugle", dans le sens où l'on n'incite pas celles et ceux qui reçoivent à participer eux-mêmes [à la réalisation de ces produits] et à donner eux aussi, que ce soit du temps, des idées, etc.* »

À l'échelle de son territoire, l'un des contributeurs appelle à « *redonner localement le pouvoir économique aux habitants* », en ouvrant notamment « *le débat sur une société sans argent, auquel nous invite le projet Mociça* ». Un autre veut impliquer toutes les citoyen·nes « *sur l'ensemble de la chaîne alimentaire : banques de semences et pépinières, Cuma (coopératives d'utilisation de matériels agricoles) et lieux-ressources pour s'outiller et mutualiser (comme la coopérative l'Atelier paysan), équilibrage des ateliers de productions végétales et animales pour gagner en autonomie d'engrais, développement de différents formats de vente : magasins de producteur·ices, supermarchés "locaux", points de retrait, Amap, marchés...* ».

Face aux crises géopolitiques et énergétiques actuelles, les seules mesures qui sont proposées aujourd'hui sont des mesures de court terme qui vont permettre de passer l'hiver, et j'espère l'hiver prochain, mais qui ne vont pas plus loin. Alors que ce sont des crises qui nécessitent des politiques de long terme, et exigent un véritable engagement des États et des gouvernements pour pouvoir offrir une énergie propre et durable pour tous dans le cadre des limites planétaires. Et en réfléchissant à comment réduire notre demande, ou en vérité nos gaspillages...

Yamina Saheb, économiste et docteure en énergétique

SOUTENIR ET NOURRIR LES COMMUNS

Comment travailler pour la communauté ? Comment s'assurer que l'activité économique locale favorise bien l'intérêt de son territoire et de tous ses habitant·es ? C'est à ces questions que plusieurs contributeur·ices ont cherché à répondre.

À l'échelle individuelle, l'un propose que la « *réduction du temps de travail [puisse] s'accompagner d'une implication dans des actions d'intérêt général (collectivités, association...)* ». Dans le même ordre d'idées, un autre suggère de « *rénover un bâtiment de la commune (salle des fêtes...) sur le principe du participatif des habitant·es, et leur proposer un défi de formation et découverte de ces techniques* ».

Un troisième suggère la « *mise en place par l'État français ou l'Europe de collectes de fonds auprès du grand public pour la construction de parcs producteurs d'énergie renouvelable* ».

Pour nos territoires, nous aurions tout à gagner, souligne aussi une autre, à « *changer les règles des marchés publics qui empêchent ou rendent aujourd'hui compliqué l'approvisionnement local pour des structures comme les hôpitaux, les collèges, les lycées* ». D'une façon générale, interroge un participant, « *pourquoi ne parle-t-on des impôts et taxes que comme des "charges" et d'un "poids" pour les employeurs alors qu'il s'agit tout autant d'une contribution des employé·es et salarié·es que d'un choix permettant une redistribution diminuant, en France, les inégalités?* »

Enfin, plusieurs personnes insistent – et c'est également notre objectif – pour documenter les nombreuses expériences de transition afin de mutualiser certains enseignements. Par exemple, dans le domaine alimentaire, un contributeur souhaiterait « *établir une liste des communes françaises qui ont entamé un plan de résilience alimentaire, en indiquant de quelles façons elles l'ont fait (géré par la commune, participatif, avec l'installation d'un*

maraîcher sur des terres communales ou pas, etc.). Cette liste n'a pas besoin d'être exhaustive ni très complexe, il s'agit principalement de dire : "Toutes ces communes l'ont fait, nous pouvons le faire nous aussi !" et d'en assurer la diffusion et les échanges entre expériences. » Ce partage d'informations sera également très précieux entre cultures et entre nations. Ainsi, en « *aidant les pays en voie de développement dans leur décarbonation, alors qu'ils disposent d'un vrai potentiel [en matière de surfaces ou de ressources physiques naturelles], on peut éviter qu'ils ne passent par [les errements par lesquels] nous sommes passés* ».

Il faut mettre une muselière ici, des seuils ou des quotas là, des régulations sur tous les secteurs économiques qui, en raison de leur puissance financière, ont réussi à s'émanciper pendant des décennies, à s'enrichir aux dépens de l'habitabilité de la Terre.

Timothée Parrique, économiste, enseignant-chercheur à l'université de Lund, auteur de *Ralentir ou Périr* (Seuil, 2022)
[Webconférence Colibris sur l'économie](#)



REPENSER LA CROISSANCE, LES FINANCES ET LE TRAVAIL

Gros débat parmi les participant-es sur les indicateurs et les termes de la nouvelle économie à construire ! « Pour moi, affirme l'un, la priorité est de faire évoluer notre modèle économique actuel basé sur la croissance et la consommation vers un modèle sobre et circulaire [grâce à] l'utilisation de nouveaux indicateurs : justice sociale, revenus décents, préservation du vivant... »

Et, alors que de nombreux contributeurs reprennent à leur compte l'idée d'une décroissance, il est intéressant de noter que ce terme, sinon la notion, ne fait pas l'unanimité. « Aucune réserve sur le mot sobriété, assure un participant, mais réserve assez forte sur le terme de décroissance, dont la connotation d'un retour à la bougie ou d'un mode de vie amish est marquée. Pourquoi ne pas plutôt utiliser celui d'"alter-croissance" [un autre propose "autre croissance"] en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas de décroître (qu'est-ce qui décroît dans la nature?) mais plutôt de faire décroître certains domaines et d'en faire croître d'autres (solidarités, intrants naturels, circuits courts, soutien aux banques éthiques, pistes cyclables, relocalisation, recherche sur les énergies réellement renouvelables, etc.). »

Dans la même veine, « je crois, avance un autre, à la décélération qui entraînera une décroissance économique, mais je n'aime pas le terme de "décroissance" pour trois raisons : 1) il peut provoquer un sentiment d'injustice chez les personnes qui auraient à se sacrifier alors qu'elles vivent déjà dans la précarité ; 2) c'est une notion trop vague, trop macroéconomique, renvoyant la responsabilité à la collectivité et aux politiques sans impliquer de responsabilité individuelle, et inapplicable pour les agents et institutions plongées dans des lois de marché, notamment les institutions artistiques ; 3) enfin, en prenant le strict contre-pied du concept usuel de croissance, ce terme en perpétue les définitions et les présupposés, pourtant problématiques. Il me semble, en effet, qu'il faille favoriser une conception vertueuse, éthique, nette ou encore verte des dynamiques de valeurs, dans

laquelle seraient comptabilisées les destructions comme les productions, qu'elles soient monétaires ou non monétaires (accroissement net de ressources planétaires, de patrimoine culturel, de savoir et de bien-être), en d'autres termes une *uneconomic growth*. »

“ Si l'on n'est plus satisfait des conséquences des politiques néolibérales – avec un PIB (produit intérieur brut) qui peut grimper sans que cela améliore le bien-être des gens, tout en alourdissant les impacts écologiques –, il faut changer l'architecture économique de notre système. Or, mettre notre économie en décroissance est compliqué : chaque question va demander de jouer avec de nombreux outils d'intervention. Par exemple, afin d'éviter qu'une contraction de l'économie monétaire accroisse le chômage, il va falloir, par exemple, agir sur la réduction du temps de travail, sur le partage de l'emploi, sur la garantie de l'emploi local, etc. ”

Timothée Parrique, économiste

On lira encore avec intérêt la série de propositions contre la financiarisation de notre société et sur la monnaie, qu'il s'agisse de « définanciariser l'économie » ou d'« assurer une sortie du système financier, en favorisant l'émergence et le développement de systèmes alternatifs ». Mais aussi de « se réapproprier la création monétaire et [de] changer de modèle comme le fait le collectif *La monnaie libre* », de « démocratiser les monnaies locales complémentaires, leur donner plus de visibilité, d'accès, inciter les élu-es à percevoir leur indemnité en monnaie locale complémentaire ».

Dans le droit fil de ces réflexions économiques, nous retenons ces propositions sur les systèmes de taxation actuels. Par exemple, celle consistant à « adapter la fiscalité aux impératifs écologiques, avec une

justice sociale. À l'échelle locale, réorienter les montants et finalités des taxes foncières, d'habitation, sur les ordures ménagères, sur les sociétés, etc. À l'échelle nationale, mettre en place une TVA différenciée selon les émissions et la provenance des produits, mais aussi un "ISF [impôt sur la fortune] vert", affiner les subventions et supprimer les niches fiscales défavorables à l'environnement, [établir une] taxation progressive de l'énergie (réduite pour une certaine quantité, beaucoup plus élevée au-delà), etc. ». Mais encore, « rediriger l'argent des impôts vers des infrastructures d'énergies renouvelables, comme cela a été fait à une autre époque pour le nucléaire ».

Plus spécifiquement, en matière agricole, plusieurs contributeur-ices demandent à « taxer les produits issus du conventionnel et de l'agriculture intensive pour tenir compte de leurs impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé ». Au-delà des taxes, une série de propositions s'attachent à repenser de fond en comble les aides agricoles, depuis la réforme de la PAC (politique agricole commune) jusqu'à sa suppression pure et simple, selon les contributions. S'y ajoutent « le plafonnement des aides aux grandes structures (aides dégressives au-delà de 160 hectares) et l'augmentation de la majoration des aides sur les 52 premiers hectares (au moins 100 euros de majoration par hectare) », une « aide aux surfaces en maraîchage moins restrictive (actuellement avoir moins de 3 hectares de surface agricole utile) », la nécessité d'« accompagner financièrement les agriculteur-ices dans la mutation de leur système de production », d'« imaginer des aides à la reconversion pour faire de l'agriculture végétale là où l'élevage domine » et de « remplacer la dotation aux jeunes agriculteur-ices (DJA) par une dotation aux nouveaux agriculteur-ices sans condition d'âge ou de statut juridique », mais aussi des « mesures en faveur de la bio : campagnes de communication sur l'AB et soutien plus élevé pour les agriculteur-ices bio ; maintien des crédits d'impôt à l'agriculture biologique, suppression du crédit d'impôt HVE (haute valeur environnementale) et sans glyphosate ; abaisser ou supprimer la TVA sur les produits bio pour en favoriser l'accès ».



Enfin, un participant juge « urgent de procéder à une réforme agraire. Je suggère que tout exploitant agricole, au-delà de 200 hectares, laisse à disposition de porteur-ses de projet 5 % de sa surface pour une production diversifiée et bio. »

“ Il y a un sacré paradoxe de la start-up nation : pour inventer de nouvelles entreprises, de nouveaux produits, on mobilise l'intelligence humaine afin de réaliser différentes innovations, mais dès qu'il faut inventer un nouveau modèle bancaire ou remodeler le droit du travail, là il ne faudrait rien changer ! ”

Timothée Parrique, économiste

POUR ALLER PLUS LOIN

Alimentation

- **90°, numéro 2 : Pour une révolution alimentaire (printemps 2022).** Ce numéro de la revue du Mouvement Colibris explore des réseaux et territoires qui révolutionnent le système alimentaire. colibris.link/revolution-alimentaire
- **« Comment rendre accessible au plus grand nombre une alimentation de qualité ? »** Nombreuses ressources issues d'une série de rencontres organisées par l'Agora des colibris en 2017 et 2018. colibris-agera.org/?Atelier2017Alimentation
- **Vers la résilience alimentaire (éditions Le souffle d'or, 2020).** Un rapport inédit produit par l'association Les Greniers d'Abondance sur les vulnérabilités de notre système alimentaire, qui invite les collectivités à s'emparer de cet enjeu en proposant un ensemble cohérent d'actions à mettre en œuvre à leur échelle. colibris.link/resilience-alimentaire
- **Le centre de ressources de Terre de Liens.** Plus de 600 fiches sur des méthodes et des retours d'expériences locales d'installation agricole, sur les besoins d'accompagnement, les étapes, etc. ressources.terredeliens.org/les-ressources
- **Vrac (Vers un réseau d'achat en commun).** Association qui favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires sur plusieurs territoires en France et en Belgique. vrac-asso.org
- **Les Râteleurs.** Association qui promeut la souveraineté alimentaire des territoires en développant des activités scientifiques, économiques, techniques, pédagogiques et de formation. lesrateleurs.org

- **Let's Food.** Un panorama de systèmes alimentaires durables et résilients en France et dans le monde. letsfood.fr

Énergie

- **Énercoop.** Fournisseur français d'électricité d'origine renouvelable, il se démarque des autres par sa forme coopérative et son offre 100 % renouvelable en contrat direct avec les producteur-ices. enercoop.fr
- **Énergie Partagée.** Mouvement qui fédère, accompagne et finance les projets citoyens de production d'énergie 100 % renouvelable en France. energie-partagee.org
- **Le scénario négaWatt.** Un autre avenir énergétique est non seulement souhaitable pour la société, mais aussi réalisable sur le plan technique. Le scénario négaWatt vise à répondre aux impératifs énergétiques et climatiques, tout en nous orientant vers une société plus durable, plus équitable et plus résiliente. negawatt.org/Scenario-negaWatt-2022

Éducation

- **« Se reconnecter à la nature, un défi pour le 21^e siècle ? »** En 2019, l'Agora des colibris a travaillé en partenariat avec plusieurs réseaux éducatifs, pour réfléchir à la question de la reconnexion à la nature comme facteur d'épanouissement, de création de liens et d'inclusion sociale. colibris-agera.org/?Atelier2019Education
- **Déclic-CNV & éducation.** Association ayant pour objet de contribuer à une éducation et un accompagnement conscients et respectueux de l'enfant, dans les familles et dans les structures accueillant des enfants et des jeunes. declic-cnveducation.org

- **« Accompagner l'éducation dehors dans le cadre scolaire ».** Ce document produit par l'association Graine Bourgogne-Franche-Comté donne des pistes aux éducateur-ices à l'environnement et aux enseignant-es pour mener à bien un projet d'éducation dehors avec des enfants de la maternelle au collège. colibris.link/education-dehors
- **Tous Dehors France.** Espace d'échange et de ressources au service des acteurs qui souhaitent œuvrer à l'intérêt général, afin que l'expérience de la nature devienne indissociable de l'éducation du 21^e siècle. tousdehors.fr

Démocratie

- **Mooc « Démocratie ».** Une formation en ligne du Mouvement Colibris gratuite et ouverte à tous, sur les multiples visages de notre démocratie, et les façons de reprendre le pouvoir. colibris.link/mooc-democratie
- **Démocratie Ouverte.** Association qui œuvre à la transformation démocratique des institutions et des organisations afin de relever les défis structurants du 21^e siècle. democratieouverte.org
- **Fréquence Commune.** Coopérative qui accompagne les habitant-es, les agent-es et les élu-es qui réinventent la démocratie par le bas pour opérer une transformation écologique et sociale de la société. frequencecommune.fr
- **Pas sans Nous.** Association qui joue un rôle de syndicat pour les quartiers populaires. passansnous.org
- **Qu'est-ce qu'on attend ? (M2R Films, 2016).** Ce film de Marie-Monique Robin raconte l'expérience d'Ungersheim (Haut-Rhin), où la municipalité a lancé en 2009 un programme de démocratie participative qui englobe tous les aspects de la vie quotidienne : l'alimentation, l'énergie, les transports, l'habitat, l'argent, le travail, l'école. colibris.link/DVD-attend

Habitat

- **Kaisen : Oasis, un nouveau mode de vie (2019).** Un numéro spécial du magazine *Kaisen* coédité par le Mouvement Colibris qui met en lumière 100 oasis, des lieux

de vie en commun alternatifs qui, à leur échelle, dessinent le chemin vers une société écologique et citoyenne.

colibris.link/VDAYw

- **La Coopérative Oasis.** Structure qui soutient celles et ceux qui vivent ou souhaitent vivre dans ces nouveaux lieux écologiques et collectifs que sont les oasis. cooperative-oasis.org
- **Mouvement pour la frugalité heureuse et créative dans l'architecture et le ménagement du territoire.** Reconnaisant « la lourde part des bâtisseurs » dans les désastres en cours, ce mouvement appelle à développer des établissements humains frugaux en énergie, en matière et en technicité, créatifs et heureux pour la Terre et l'ensemble de ses habitant-es, humain-es et non humain-es. frugalite.org

Économie

- **Ralentir ou Périr (Seuil, 2022).** Essai d'économie de Timothée Parrique accessible à tou-ttes qui déconstruit le mythe de la poursuite de la croissance et explore le chemin vers une économie de la post-croissance. colibris.link/eozix
- **Une économie à nous (Actes Sud, 2022).** Ce manifeste écrit par Éva Sadoun entend redonner aux citoyens des clés de compréhension de notre économie, en identifiant les verrous au développement d'un système plus juste et durable. colibris.link/economie-nous
- **Sortir de la croissance (Les liens qui libèrent, 2021).** Pour l'auteur Éloi Laurent, il existe pléthore d'indicateurs de bien-être humain fiables, ainsi que quantité de réformes simples et d'applications immédiates qui permettraient de donner vie à la transition vers le bien-être à tous les niveaux. colibris.link/sortir-croissance

La Boutique des Colibris propose aussi une sélection d'ouvrages et de ressources sur l'économie, l'habitat, la démocratie, l'éducation, l'alimentation, l'énergie... colibris-laboutique.org/62-campagne-nouvelle-r



COMMENT DÉPASSER CE QUI BLOQUE OU INTERROGE ?

COMMENT PENSER DES DÉFIS QUI PERMETTENT DE DÉPASSER LES FREINS ET DIFFICULTÉS HABITUELLES EXPRIMÉES ET VÉCUES PAR LES DIFFÉRENTS ACTEURS LOCAUX ? COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES PEURS, LES CRAINTES, LES EXPÉRIENCES DE CELLES ET CEUX QUI S'ENGAGENT DÉJÀ AU QUOTIDIEN DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES ET QUI SE SONT EXPRIMÉ-ES DANS LA PHASE DE CONSULTATION AFIN DE PENSER DES DÉFIS À LA HAUTEUR DES ENJEUX MAIS AUSSI DE CES RÉALITÉS ?

À partir des contributions à la consultation, mais également de nombreuses années d'échanges et d'expérimentations avec des acteurs locaux, nous avons choisi de partager ces freins et craintes rencontrés régulièrement sur le terrain, et qui entravent, limitent voire découragent l'engagement.

À toutes ces difficultés, nous proposons des pistes de réponse à éprouver ensemble. Elles feront l'objet de débats

collectifs lors de la phase 2 de la campagne Nouvelle (R), durant notre festival de mai 2023, dans des rencontres locales, au sein de groupes de travail et d'échanges avec nos partenaires, ou encore à travers des consultations multiacteurs. Et ce afin de pouvoir les intégrer aux "défis", pour que ceux-ci puissent expérimenter réellement d'autres manières de faire ensemble.

AGIR À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE

« M'INVESTIR DANS CETTE AVENTURE EXIGE UN TEMPS DONT JE NE DISPOSE PAS... »

Ah, le manque de temps... Ce point a été soulevé par la plupart des personnes ayant répondu à nos consultations en ligne, quel qu'en soit le thème. Un sentiment d'apnée et de course sans fin, qui nous épuise, nous paralyse ou nous freine. Surtout lorsqu'on enchaîne boulot, déplacements, tâches domestiques et vie de famille. Et les inégalités sociales se traduisent aussi en inégalités sur nos disponibilités et nos capacités à nous engager. Ainsi, et sans surprise, la majorité des président·es d'association sont des hommes (64 %), âgés (63 % ont 56 ans ou plus), appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures (55 % sont des cadres supérieurs ou moyens)⁶.

Le plan de sobriété du gouvernement met la charge de la transition et de la résolution de la crise immédiate sur les citoyen·nes. On parle uniquement du changement de comportement et l'on oublie que la part la plus importante de la sobriété ce sont toutes les politiques publiques qui permettraient un changement de comportement des citoyen·nes.

Thierry Salomon, NégaWatt

Toutefois, l'engagement associatif ne constitue pas l'unique modalité d'engagement, loin de là ! Les formes d'engagement sont multiples et bien souvent ancrées dans le quotidien : participation politique, consommation, travail, etc. Une infirmière qui travaille de nuit, voit à peine ses enfants et a du mal à payer son loyer contribue, par exemple, bien plus au bien-être collectif qu'un trader, quand bien même il donnerait tous les mois plusieurs centaines d'euros à des associations !

Bref, au-delà du temps, c'est notre vision du travail et la valeur que nous donnons aux métiers considérés comme socialement utiles que nous invite à interroger cette question de la disponibilité. Et certain·es ont déjà engagé cette réflexion ! Des déserteur·ses d'AgroParisTech au *Big Quit* américain, de plus en plus de voix s'élèvent et nombreux·ses sont celles et ceux qui tentent déjà, au quotidien, de contribuer à l'intérêt général, de mettre en accord leurs convictions et leurs actes en changeant de métier quand c'est nécessaire, ou tout simplement de survivre dans une société qui accorde plus de valeur (et de rémunération) à la spéculation boursière qu'à la nécessité d'éduquer nos enfants, de prendre soin de nos aîné·es ou d'assurer la propreté de nos villes et campagnes ! Il est donc urgent de refonder la manière dont on produit et dont on travaille collectivement afin de valoriser les activités et les temps qui œuvrent réellement pour le bien commun !

Certaines collectivités comme la région Occitanie ou l'intercommunalité Est Ensemble ont mis en place des dispositifs de soutien financier pour les participant·es à des conventions citoyennes d'un montant équivalent à la rémunération des jurés d'assises afin de favoriser la participation de tou·tes à la vie publique. C'est tout l'esprit du salaire à vie, du revenu universel, contributif ou de transition écologique, que quelques territoires expérimentent déjà... Alors, on s'y met quand ?!

⁶ Les chiffres clés de la vie associative, INJEP, 2019.

« S'ENGAGER DANS UN DÉFI COLLECTIF OU À L'ÉCHELLE DE MON TERRITOIRE ? JE ME SENS BIEN TROP ISOLÉ·E POUR ÇA ! »

À l'ère du numérique, nous vivons un paradoxe énorme : jamais les humain·es n'ont été aussi connecté·es les un·es aux autres, en continu et à toutes les échelles, et pourtant jamais le sentiment d'isolement n'a été aussi important. Au-delà de nos rythmes de vie effrénés, nos mobilités ou encore l'organisation de l'espace contribuent à cet isolement.

Face au constat de nos sociétés atomisées, l'enjeu majeur est donc le suivant : il nous faut recréer du lien, du commun, du collectif, pour pouvoir imaginer ensemble un avenir partagé.

Souvent, le plus dur est de dépasser nos habitudes et de se lancer. Surtout si l'on se pense seul·e, démuni·e face à l'immensité de la tâche, incompetent·e, trop marginal·e dans ses aspirations...

Commençons par repérer les initiatives qui nous inspirent localement, nourrissons nos connaissances par de nouvelles expériences et formations, et bien sûr relierons-nous à d'autres, dans notre entourage professionnel, amical ou dans notre voisinage, greffons-nous éventuellement à un projet existant ou impulsions un projet. Mieux, cela procure confiance et efficacité.



« CES DÉFIS DEMANDENT DES COMPÉTENCES QUE JE N'AI PAS... »

Parce que le changement de trajectoire de nos territoires nécessite de revoir les dynamiques économiques et sociales à l'œuvre, les aménagements, le bâti, les règlements locaux, etc., on peut penser que les maîtres d'œuvre d'une telle transformation sont nécessairement des ingénieur·es, des professionnel·les ou des responsables politiques...

Eh bien, nous, nous ne le pensons pas ! D'abord parce que cela fait des décennies que ces mêmes "expert·es" sont les seul·es à modeler le quotidien et l'avenir de nos territoires. Et leur modèle ne nous convient plus. Nous avons la conviction que l'avenir de nos territoires est entre nos mains... et pas seulement tous les six ans pour glisser un bulletin dans l'urne municipale ou départementale !

Attention, nous ne pensons pas que ces “expert-es” sont inutiles, mais plutôt insuffisant-es. Ni ne prétendons que n’importe qui est capable de gérer une entreprise, une école, une régie de transport ou l’approvisionnement énergétique et alimentaire d’une commune. En réalité, personne, seul-e, n’a cette aptitude : c’est par la mutualisation de nos compétences, savoirs et expériences que nous pourrions avancer mieux et ensemble – telle est la force de l’intelligence collective. Voilà pourquoi nous soulignons systématiquement, dans nos actions au sein des territoires, l’intérêt d’élargir le jeu d’acteurs local, d’enrichir les expertises par les expériences, savoirs et savoir liés à l’usage que chacun-e possède.

Réfléchir, se former, décider et agir entre habitant-es, professionnel-les, élu-es, ingénieur-es, peut, en outre, permettre de sortir des conservatismes, de dépasser les chimères et les *yakafokon*, les manipulations

du bon peuple par les sachant-es, mais aussi de se reposer sur les épaules de ces dernier-es.

Pour y aider, le Mouvement Colibris et plusieurs de ses partenaires proposent de nombreux outils afin d’accompagner la montée en compétences de tous les acteurs locaux (mooc, revue 90°, ouvrages dans la Boutique des colibris, fiches pratiques thématiques, etc.), mais aussi des formations en présentiel sur les techniques favorisant l’intelligence collective, la coopération et la construction d’une gouvernance démocratique pour ses projets. Car, malheureusement, ces compétences sont rarement apprises à l’école.

Et, franchement, lorsqu’on voit les propositions innovantes et pertinentes des conventions citoyennes qui réfléchissent à des sujets aussi complexes que le climat ou la fin de vie, on peut avoir confiance en l’intelligence collective !

Quand j’ai ouvert l’école du Colibri, on a cherché à apprendre aux enfants la coopération dès le plus jeune âge pour qu’ils et elles soient capables de s’en servir une fois adulte. Et aussi une éducation à la paix, car la paix s’apprend. Comment allons-nous vivre ensemble même si l’on ne s’entend pas bien, si l’on est souvent en désaccord, comment se respecter malgré tout ? [...] À travers un atelier philo, on essaie de leur permettre d’exprimer leurs inquiétudes, leurs questions fondamentales (Pourquoi la vie ? Pourquoi la mort ? Où étais-je avant d’être dans le ventre de maman ? etc.). [...] Et j’ai été surprise du discours de mes jeunes élèves de 10 ans qui, face à la crise climatique et écologique, nous ont dit : “Nous, on voudrait agir, on a besoin de faire quelque chose !” On s’est rendu compte qu’en étant dans l’action concrète, en faisant des petites choses, c’était pour eux moins anxiogène. Évidemment, il n’est pas question de leur en parler et de les inquiéter toute la journée, mais, quand le sujet arrive, on ne doit pas l’esquiver. [...] Et, avec les enfants, on est vraiment dans l’énergie de chercher les possibles et d’inventer un nouveau récit. En évitant de leur donner la responsabilité de sauver le monde ! Nous sommes là dans une véritable coopération, d’humain-e à humain-e.

Isabelle Peloux, psychopédagogue, fondatrice de l’École du Colibri aux Amanins (Drôme)
[Webconférence Colibris sur l’éducation](#)

« COMMENT REMETTRE EN CAUSE CERTAINES HABITUDES DE VIE ET DE CONFORT ? »

Changer ses habitudes n’est jamais facile selon sa situation – son milieu social, son éducation, une vie seul-e ou en famille, en ville ou à la campagne. Et des décennies de culture consumériste ne s’effacent pas du jour au lendemain. Cependant, prenons le temps de nous interroger sur ce que nous appelons le confort.

De quoi parle-t-on exactement ? D’un mode de vie souvent très éloigné de l’essentiel, basé sur un consumérisme pulsionnel – entretenu par le système lui-même – et qui, faisant fi de toutes limites, qu’elles soient planétaires, psychiques ou sociales, nous conduit à adopter un comportement qui détruit nos conditions mêmes d’existence, de nos sols à notre tissu social ? De cette mesure qui permet à une minorité de personnes à l’échelle du globe de disposer de tout, tout le temps, immédiatement, et bien plus que ce dont elle a besoin, au détriment d’une majorité qui manque de tout et qui en plus souffre le plus des conséquences que ce modèle engendre ?

Plutôt que de constituer une source de confort, cette accumulation frénétique sur laquelle repose le modèle capitaliste est un leurre qui nous mène droit dans le mur, individuellement et collectivement.

Ce que nous interrogeons ici est la source profonde de notre bien-être, de notre bonheur, de notre sérénité. Est-ce l’accumulation de biens matériels ? Un gros salaire ? Un poste de dirigeant-e ? Des milliers de *likes* et de *followers* sur les réseaux sociaux ? Tout cela peut aider certain-es à se sentir bien ou mieux. Mais nous avons la conviction – et l’expérience partagée avec de nombreuses personnes – que l’accumulation de richesses matérielles devient une course épuisante pour soi et la planète, et qu’elle ne suffit pas à nous rendre heureux-ses, au moins dans la durée.

Nous pensons au contraire que le confort ou, mieux, le bien-être réside dans un mode

Il ne faut pas tout faire décroître. Il y a des secteurs qui vont devoir croître : le secteur de la santé, par exemple, de la culture, de l’économie locale, du développement territorial, le secteur éducatif... Et il nous faut inventer de nouvelles manières de produire, réduire nos consommations de biens matériels globalement, tout en garantissant l’équité dans ce chemin de décroissance. Il faut définir les priorités de décroissance et cibler les efforts en fonction des populations. Il y a des publics qui doivent décroître pour arriver à un niveau d’existence pérenne pour toutes et tous, alors que d’autres ne le peuvent pas car ils sont déjà en situation précaire.

Éva Sadoun, entrepreneuse

de vie raisonné, basé sur la satisfaction des besoins essentiels et le lien, plutôt que sur l’insatiabilité consumériste individualiste. C’est ce que Pierre Rabhi, cofondateur du Mouvement Colibris, nomme la “sobriété heureuse”.

C’est tout le sens que nous mettons dans l’invitation à nous engager sur un réel chemin de sobriété, à toutes les échelles – individuelle, familiale, collective, territoriale, nationale, mondiale... “Réel”, car, pour nous, comme nous le précisons page 7 de ce carnet, une sobriété individuelle imposée dans un monde toujours aussi vorace et destructeur des ressources naturelles et humaines n’aurait guère de sens, de justice ou même d’efficacité. Pour nous, la sobriété n’est possible qu’à travers un changement profond, systémique et radical de modèle de société, à contre-courant de la vision néolibérale qui s’impose depuis des décennies.

Mais, ne nous racontons pas d’histoires, la pauvreté et la précarité n’ont jamais satisfait qui que ce soit ! La différence entre la sobriété et l’austérité, c’est que la première consiste à se passer du superflu et la seconde à être privé de l’essentiel. Ce que nous refusons énergiquement.

AGIR AVEC LES AUTRES

« CE SERONT TOUJOURS LES MÊMES QUI DÉCIDERONT : LES MÂLES BLANCS ET INSTRUITS ! »

Si la nouvelle trajectoire pour nos territoires est dessinée par le même type d'acteurs qui a conçu et mis en œuvre la précédente – en gros, des mâles blancs d'un certain âge, plutôt instruits et ayant tendance à imposer leur parole –, peu de chance qu'elle réponde aux attentes de tou-tes !

Aujourd'hui, on constate effectivement que la plupart des sphères de pouvoir sont principalement investies par des hommes, blancs, disposant d'un capital culturel et économique élevé et plutôt âgés. Ainsi, à l'Assemblée nationale, les femmes ne représentent que 39,5 % des député-es et le taux de féminisation descend à 16 % chez les maires, maires dont 60 % ont 60 ans ou plus⁷. À tous les échelons, les cadres sont surreprésenté-es – iels constituent, par exemple, plus de 60 % des 577 député-es –, tandis que les ouvrier-es sont quasiment absent-es – 0,3 % des conseiller-es départementaux-les et 1,3 % des conseiller-es régionaux-les. En ce qui concerne les dirigeant-es d'entreprise, 80,4 % sont des hommes, 48,2 % ont 50 ans ou plus et 57 % sont diplômés du supérieur⁸.

Construire une trajectoire commune nécessite d'impliquer et de permettre à tout le monde de faire entendre sa voix. Les "défis de territoire" ont besoin de la diversité locale, en matière d'âges et de genres, d'expériences et de formations, de catégories sociales et de compétences, de quartiers, de

cultures et d'origines. Or, même lorsque les initiateur-ices d'un projet citoyen ont l'envie d'inclure une diversité d'acteurs, la couleur des assemblées est souvent la même partout... Les jeunes et les enfants, les femmes, les mères, les personnes peu instruites, isolées, handicapées, ou encore celles issues de cultures minoritaires, sont peu représenté-es ou ont du mal à se faire entendre. Leur inclusion nécessite plus qu'une intention : elle implique une réelle mobilisation, la mise en place d'une diversité de formats de travail et d'animation des échanges aptes à les inclure (horaires, formats et lieux de réunion, processus, etc.) et, enfin, des dispositifs de soutien (compensations financières, garde d'enfants, etc.).

Tirage au sort avec compensation financière, temps de formation à la prise de parole en public, animation qui veille à faire tourner la parole, rencontres informelles dans les lieux du quotidien (espaces publics, écoles, centres commerciaux, cafés), etc., les modalités sont multiples pour permettre à chacune et chacun de participer.

Les conventions citoyennes, que ce soient les régionales ou celle pour le climat, l'ont notamment montré en procédant par un tirage au sort selon la méthode des quotas pour composer leur assemblée. La coopérative *Fréquence Commune*, qui accompagne de nombreux territoires, prône quant à elle de mêler volontaires et acteurs par tirage au sort, mais aussi de contacter les habitant-es via du porte-à-porte. « 46 % des personnes sollicitées par du porte-à-porte effectué à Poitiers ont répondu qu'elles étaient

prêtes à participer à ces assemblées. Et elles sont venues ! » témoigne Ombelyne Dagi-cour, première adjointe à la mairie de Poitiers, ayant procédé de la sorte.

Une fois ces assemblées composées, le processus et les formats d'animation sont clés pour permettre aux participant-es de s'exprimer et... de rester ! Ainsi, les ateliers mis en place en Pays d'Uzès, dans le cadre du programme "Territoires d'Expérimentations", sont pensés pour donner la voix aux jeunes et aux publics professionnels concernés et engager ces publics dans la durée. De nombreuses autres initiatives existent et méritent d'être valorisées et démultipliées.

⁷ Qui sont nos députés ?, Vie publique, 25 mai 2022.

⁸ Elus locaux : qui sont-ils ?, Vie publique, 23 novembre 2017.

« ON N'EST DÉJÀ PAS CAPABLE DE S'ACCORDER SUR LA GESTION DES POUBELLES DANS MON QUARTIER, ALORS SUR UN CHANGEMENT GLOBAL... »

Comment dépasser certaines oppositions qui empoisonnent notre quotidien, notre travail ou la vie locale, les postures idéologiques déconnectées du réel ? Comment avancer tou-tes ensemble pour faire société et construire du commun ? Voilà de sacrés défis, alors que notre société néolibérale encourage la compétition et divise notre communauté nationale.

Dans le quotidien, les enjeux des un-es peuvent apparaître comme futiles aux autres et vice versa. Par ailleurs, dans toutes les démarches participatives on constate que ce qui se joue n'est pas toujours la problématique abordée mais plutôt des rapports de force interpersonnels, des jeux de posture, des mécanismes de défense... Et, sur ce terrain, personne ne gagne vraiment puisque non seulement cela génère une perte de temps, l'objet de la réunion étant rarement traité jusqu'au bout, mais, plus grave, les relations entre les participant-es s'en trouvent aussi dégradées.

Il est donc indispensable de pouvoir créer des espaces de démocratie clairs pour que la diversité des sujets qui préoccupent les habitants soit abordée. Il est aussi important de réussir collectivement à distinguer la réflexion autour d'enjeux collectifs et les discussions autour de réalités plus concrètes et spécifiques, éventuellement grâce à l'aide de facilitateurs extérieurs.

Enfin, et même si c'est un exercice souvent difficile, il est nécessaire de mettre en place et d'animer des espaces de participation et de codécision au sein desquels les rapports de forces et les postures de domination n'ont pas leur place.

Cela dit, localement, de nombreux-ses habitant-es réussissent à s'écouter, à dialoguer. Mieux, à dépasser leur méfiance et à se mettre d'accord sur l'amélioration de leur vie quotidienne. Comment font-ils ? Aucune



recette miraculeuse n'existe ! Seulement une posture d'écoute et de curiosité pour l'autre, alors que les villes, surtout, sont devenues des espaces d'anonymat et que l'on a parfois perdu le goût de rencontrer ses voisins.

Cette ouverture passe aussi par la nécessité de laisser au vestiaire les *a priori* idéologiques – face au racisme, au sexisme ou à l'homophobie, l'échange promet d'être plus difficile...

Et puis, lorsqu'on ressent le besoin d'améliorer concrètement sa vie, l'avenir de sa famille ou de son environnement immédiat,

on réalise souvent que l'on ne peut pas agir sans les autres. On va alors chercher patiemment à dissiper les méfiances en face à face, à écouter et comprendre les mots (et souvent les maux) de l'autre, à pratiquer et à tester des solutions ensemble, à jouer parfois à se mettre à la place de l'autre, à interroger aussi ses propres émotions, sa volonté de changer et de coopérer.

Des outils et méthodes s'expérimentent un peu partout en France et dans le monde, alors valorisons-les, mettons-les au cœur de nos défis... et inventons encore d'autres solutions à partir de nos expériences.



« CES DÉFIS NÉCESSITENT L'ACCÈS À DES INFORMATIONS CLÉS SUR MON TERRITOIRE : COMMENT JE M'Y PRENDS ? »

Connaître les ressources physiques, humaines, financières de son territoire est un véritable enjeu stratégique. Partager librement ces données et ces informations l'est tout autant pour engager localement ce changement de trajectoire. Souvent sous-estimée, cette question des données constitue un vrai levier pour éclairer les choix collectifs, faire monter en compétence les habitant-es et déterminer les possibles. Ce peut être aussi un outil de contre-pouvoir citoyen et de lutte contre le secret et les intox des puissances industrielles et politiques.

En outre, construire un système de partage sincère, en "coopération ouverte" (qui permet au plus grand nombre, sans être un-e super geek, d'enrichir ces bases de données et de retracer l'historique de chaque apport), s'avère précieux pour "empuissanter" les citoyen-nes et les rendre plus autonomes.

Avec plusieurs réseaux œuvrant pour un numérique libre et éthique, notre Mouvement a développé des approches, des outils et des animations qui en favorisent l'usage étendu, collaboratif et le partage sincère des connaissances. Tout en évitant d'être trop énergivores et prisonniers des géants du web, les fameux Gafam. Ainsi, le projet Clic! vise à réduire les inégalités d'accès aux savoirs en proposant un serveur web clé en main, qui donne accès à des services libres et collaboratifs et à des contenus pédagogiques traitant de la transition écologique et solidaire. Parfaitement adapté pour mettre en liens les habitant-es d'un même territoire et leur permettre de s'échanger toutes sortes d'infos et de données, sans même disposer d'une bonne couverture Internet!

De nombreux services collaboratifs et des actions d'éducation populaire destinées à collecter des informations sont nées partout en France. Dans tous les domaines : pour suivre l'évolution locale ou nationale d'un animal ou d'une plante grâce à l'observation de milliers d'internautes ; pour mesurer en continu des consommations ou des polluants ; pour relier sans intermédiaires des producteur-ices et des consommateur-ices ; pour rompre l'isolement et créer des projets en commun ; pour rythmer une ballade au sein d'un site avec des enregistrements de récits d'habitant-es et de naturalistes grâce à des bornes émettrices (lisibles par QR-codes) ; pour cartographier les ressources diverses (naturelles, alimentaires, de compétences, artistiques, de services) d'un territoire, mais aussi ses pollutions et risques industriels, etc.

Ces outils, ce qu'ils permettent de produire et de découvrir, et les méthodes pour se les approprier, les partager et les adapter à ses besoins, notamment grâce à l'éducation populaire, sont aujourd'hui des armes citoyennes puissantes. À mettre entre toutes les mains!

AGIR DANS SON TERRITOIRE

« UN CHANGEMENT DE TRAJECTOIRE DE MON TERRITOIRE ? POURQUOI PAS, MAIS PAR OÙ COMMENCER ? »

Là encore, il n'y a aucune recette type à décliner partout. Seulement divers cheminements qui permettent aux acteurs qui vivent et travaillent dans un territoire d'initier localement une transition écologique et solidaire.

Pour autant, nous relevons qu'avant d'engager tel ou tel projet nombre de territoires démarrent souvent par trois chantiers : sonder le plus grand nombre d'habitant·es au sujet de leurs envies de changement et d'investissement ; construire une gouvernance vraiment démocratique pour favoriser l'expression et la prise en compte des intérêts de chacun·e ; et construire collectivement un diagnostic des ressources humaines, naturelles et économiques de leur territoire, pour mieux connaître les richesses mais aussi les contraintes locales. Ensuite, les spécificités, personnalités et histoires locales expliquent bien des cheminements.

Partir d'un axe thématique (alimentation, santé, démocratie, etc.) et élargir ensuite sa démarche peut également constituer un bon démarrage vers une trajectoire de transition territoriale. C'est d'ailleurs le pari des "défis de territoire" qui seront lancés dès fin 2023 (lire page 9) !

Il va falloir planifier non seulement une transition écologique mais aussi un atterrissage d'urgence du modèle capitaliste qui ne va pas tarder à se crasher contre le mur des crises. Et ça, pour arriver à atterrir en douceur vers un autre modèle économique, qui puisse continuer à fonctionner sans toutes les conséquences néfastes, économiques ou sociales, du modèle actuel.

Timothée Parrique, économiste

L'aventure collective engagée dans la commune alsacienne de Kembs est de ce point de vue très éclairante. Rien ne s'est fait en un jour, mais pas à pas, dans la coconstruction entre habitant·es et associations, puis professionnel·les et élu·es. Le tout selon les intérêts et les énergies de chacun·e.

Tout démarre en 2006 par une bande d'ami·es engagé·es : ils créent l'association g'Rhin de sel, autour des thématiques de l'alimentation saine, de l'éducation, de la démocratie et de la santé par le sport. Dix ans plus tard, un groupe local Colibris émerge. Lequel multiplie les projections de films suivis de débats, les événements zéro déchet, les collaborations avec les écoles sous forme d'ateliers animés, etc. En 2017, des "jardins pour tous" sont créés pour encourager le partage, les liens intergénérationnels, l'ap-

prentissage de la permaculture, le maintien de la biodiversité et des variétés nourricières reproductibles.

Un an plus tard, ils vont plus loin en ouvrant le Groupe d'achat solidaire du Pays rhénan, une épicerie collaborative et solidaire fournie par des producteur·ices locaux et biologiques. Et en 2020 Tzama, l'école de la forêt, voit le jour pour former une génération d'écocitoyen·nes à se relier à la nature. Dans la foulée un collège alternatif est lancé, qui va accueillir 64 enfants de 3 à 13 ans. Et les élections municipales voient le succès d'une liste qui soutient ce changement de trajectoire écologique.

En 2021, l'ensemble des forces vives de Kembs rejoint l'aventure "Territoires d'Expérimentations" initié par le Mouvement Colibris et aujourd'hui portée par une dizaine d'organisations nationales engagées dans la transition écologique et solidaire

Sur ce sujet de l'énergie, rien n'est simple et il va falloir être plusieurs à réfléchir dessus. Il ne faut pas s'angoisser. Une fois qu'on tire le fil des besoins, on arrive sur des réalités de mises en place au niveau individuel, mais aussi de mobilisations collectives, des gens qui à côté de nous ont les mêmes questionnements et avec qui il est possible de construire quelque chose. Quelle responsabilité ont les collectivités ? Quel rôle a le législateur ? Quelle est ma responsabilité, celle des consommateur·ices ou des groupements de consommateur·ices ? Bref, il y a plein de niveaux auquel on peut se positionner pour réussir à dire concrètement qui peut faire quoi en matière d'énergie, à quel moment, et pour réaliser quoi ?

Marc Mossalgue, Énergie Partagée



(Terres de Liens, ATD Quart Monde, Attac, Emmaüs, le Collectif pour une Transition Citoyenne, le Mouvement pour l'Économie Solidaire, etc.) afin de permettre à chacune de monter en compétences, de trouver les financements et de changer d'échelle, en passant d'un collectif de citoyen·nes à un archipel de la transition impliquant associations, écoles, mairie et, qui sait, communauté d'agglomération ?!

Bien sûr, certaines problématiques ne peuvent pas être traitées uniquement à l'échelle locale et nécessitent donc de faire bouger les lignes aux niveaux national, européen, international. Ce à quoi, avec d'autres, nous devons nous attaquer !

« COMMENT FAIRE POUR QUE CES DÉFIS ÉCOLOGIQUES RÉPONDENT AUSSI AUX DÉFIS SOCIOÉCONOMIQUES ? »

Il n'y a pas de transition écologique sans transformation radicale du modèle économique et social actuel. Les 10 % les plus riches de la planète génèrent 50 % des émissions de CO₂ mondiales⁹. Un-e milliardaire émet, à lui ou elle seul-e, un million de fois plus de carbone qu'un-e citoyen-ne ordinaire⁹. En 2022, les entreprises du secteur pétrolier, profitant des multiples crises, ont doublé leurs bénéfices par rapport à 2021, qui était déjà une année record¹⁰ ! Aussi la justice sociale est-elle au cœur de notre combat écologique. Car, sans elle, la transition écologique accentuera les inégalités – et les crises sociales – pour se loger, se soigner, se nourrir, se déplacer, travailler, s'instruire ou se vêtir.

Sobriété écologique et partage plus équitable des ressources économiques et naturelles sont les deux faces d'un même combat. Comme le souligne l'association Attac, « la justice n'est pas seulement un palliatif ou une réparation : elle est une voie pour reconstruire la solidarité entre les humain-es et avec la nature. [...] La justice sociale a été pensée dans le capitalisme avec la croissance ; la

penser désormais sans croissance est un défi écologique et politique. »

Pour nous, cela signifie que ces "défis de territoire" doivent impérativement répondre au double enjeu d'une transition à la fois écologique et sociale. Concrètement, cela conduit à réfléchir aux enjeux alimentaires, d'éducation, d'énergie ou de logement en tenant compte du climat, de la biodiversité et des ressources naturelles, ainsi que de la satisfaction des besoins essentiels de chacun-e. Mais aussi d'y réfléchir d'une façon transversale, en reliant entre eux problèmes et solutions. Un exemple : sécuriser l'alimentation de son territoire suppose à la fois de se pencher sur les priorités nutritionnelles, d'éduquer chacun-e à celles-ci, de garantir l'accès à tou-t-es à une alimentation de qualité, de repenser le foncier, de développer l'autoproduction, de soutenir l'installation paysanne agroécologique mais aussi les moyens de transformation et de distribution locales, d'améliorer les solidarités entre territoires... Voilà pourquoi le changement de trajectoire des territoires est nécessairement systémique (lire page 9).

⁹ La loi du plus riche. Pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités. Oxfam, janvier 2023.

¹⁰ Les grandes entreprises pétrolières ont doublé leurs bénéfices en 2022, Challenges/Reuters, 8 janvier 2023.

Pour moi, le projet de Sécurité sociale alimentaire (SSA) est plus universel qu'un chèque alimentaire fait aux pauvres. Le principe est un peu calqué sur notre Sécurité sociale. Lorsqu'on va chez le médecin, tout le monde est remboursé, que vous soyez pauvre ou riche, et ça ne pose de problème à personne. Le principe de la SSA est que chaque Français-e puisse recevoir 150 € par mois, par exemple, pour se nourrir. Cela permet de sacraliser le poste alimentaire qui est la variable d'ajustement en temps de crise : une fois qu'on a payé les factures de loyer, d'énergie, de voiture, etc., c'est là-dessus qu'on va rogner. Et en créant des caisses de SSA au niveau local, on va pouvoir choisir collectivement de quelle manière on utilise cet argent. Si l'on veut orienter les gens vers une alimentation durable et de qualité, il faut coupler la SSA avec des cours d'alimentation à l'école et interdire le matraquage publicitaire qui est fait pour consommer toujours plus ! Tout est à inventer avec la SSA, et de nombreux territoires, comme la ville de Montpellier ou l'agglomération lyonnaise, se sont lancés dans son expérimentation. Et nous espérons que ces expériences feront bouger les lignes nationalement.

Boris Tavernier, VRAC



« TRAVAILLER AVEC LES ÉLUS ? ON N'A PAS CONFIANCE ! »

Vous avez été nombreux-ses à nous le dire lors de notre consultation : votre confiance envers les élu-es de votre territoire est limitée. Certain-es manifestent même une claire défiance à leur endroit, alors que nous cherchons à les associer à la construction de "défis de territoire" pour changer leur trajectoire.

À l'origine de cette méfiance, on peut pointer la culture très pyramidale qui domine chez les élu-es et les agent-es territoriaux-les (nationaux-les aussi !), et une pratique solitaire des responsabilités. Ajoutons aussi l'opacité fréquente des prises de décision, notamment en matière budgétaire.

Ce désamour avec nos élu-es se vérifie – et s'accroît – à toutes les échelles et lors de chaque élection. Rien qu'aux municipales, pourtant considérées comme l'élection de proximité par excellence, l'abstention est passée de moins de 30 % en 1989 à 38,7 % en 2014 et 55,3 % 6 ans plus tard ! Et ce phénomène est encore plus marqué chez les 18-24 ans – 72 % se sont abstenus aux municipales de 2020. Au final, les maires, député-es ou président-es sont élu-es par très peu de citoyen-nes.

Est-ce à dire que les citoyen-nes se moquent royalement de la vie publique, du sort de leur territoire ou de la planète ? Certainement pas pour une grande partie d'entre elleux. D'ailleurs lorsque des élu-es créent des espaces d'échanges et d'élaboration



a créées à Poitiers demandent du temps, de l'animation, une ingénierie adaptée et de l'agilité, mais ça marche!» assure Ombelyne Dagicour, première adjointe à la mairie de Poitiers (90 000 habitants, Vienne), dans une [webconférence du mooc Démocratie](#) créé par Colibris en 2022.

Même enthousiasme chez la maire de La Crèche (6 000 habitants, Deux-Sèvres), élue au sein d'une liste citoyenne en 2020. Dans la même webconférence, Laëtitia Hamot relate une consultation sur des choix budgétaires douloureux alors que la commune est surendettée à son arrivée : « *Même s'ils ou elles n'avaient aucunes compétences économiques, beaucoup d'habitant-es de la commune sont venu-es réfléchir avec nous. Grâce à un travail pédagogique, exigeant et participatif, ils et elles ont choisi d'augmenter les impôts durant trois années pour redresser les finances! Cela nous a beaucoup surpris.* »

On peut encore citer l'atelier citoyen mis en place dans le Pays d'Uzès (Gard) ou la co-construction de la politique d'installation et de souveraineté alimentaire engagée dans la commune de Kembs (Haut-Rhin), deux "territoires d'expérimentations" accompagnés par notre Mouvement.

collective sur les politiques locales avec leurs concitoyen-nes, les accompagnent et se mettent vraiment à l'écoute de leurs attentes, les habitant-es répondent présents.

Il y a plus de 10 ans, cela a été entrepris par quelques élu-es pionnier-es en matière de démocratie collaborative. Par exemple, les anciens maires Jean-François Caron à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), Jo Spiegel à Kingersheim (Haut-Rhin) et Pierre Leroy à Puy-Saint-André (Hautes-Alpes), qui racontait, en 2021, comment « *penser et panser le territoire* »¹¹, ou encore l'équipe de Saillans (Drôme). C'est l'approche défendue actuellement par une soixantaine d'équipes municipales issues de listes citoyennes, ainsi que d'écologistes (EÉLV) élu-es dans des grandes villes comme Poitiers ou Strasbourg. « *Les assemblées citoyennes permanentes que l'on*

“ La question écologique, la question énergétique, la question sanitaire, tous les problèmes dont on parle sont en vérité, dans nos pays, d'abord une crise de la démocratie : ce sont des signaux ou des symptômes d'une crise profonde sur qui fait les choix et comment. Et l'on ne pourra faire face à aucun de ces défis si l'on ne résout pas d'abord la question de cette crise de nos démocraties. Et là, nous avons un rôle à jouer en tant que citoyen-nes. ”

Thierry Salomon, Négawatt

Comme le souligne Laëtitia Hamot, « *la démocratie est un muscle qui se travaille régulièrement!* » Expérimentations, humilité, écoute et disponibilité, ajustements, facilitation du travail avec les habitant-es par des formats d'animation adaptés, retours réguliers sur les pratiques testées : voilà les mots clés qui reviennent sur ces nouvelles façons de faire société localement.

Et plusieurs structures accompagnent les élu-es et agent-es territoriaux-les dans cette aventure démocratique participative, par des formations, du conseil ou des outils d'animation. C'est le cas notamment de la Fabrique des transitions, du Mouvement Colibris, de Démocratie Ouverte, de Fréquence Commune et des centres de ressources politique de la ville. Une série d'outils libres ont également été développés par divers réseaux pour favoriser des prises de décision et des votes plus démocratiques (Framadate, Loomio, Mieux voter), lancer des pétitions citoyennes (Pytition) ou organiser toutes sortes d'événements (Mobilizon).

¹¹ Pierre Leroy, Passage délicat. Penser et panser le territoire, Actes Sud, 2021.

« CHANGER MON TERRITOIRE ? ÇA IMPLIQUE DES MOYENS FINANCIERS QU'IL N'A PAS ! »

Entre 2014 et 2018, la baisse de la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales de 13,14 milliards d'euros (soit près du tiers de la dotation) a réduit sensiblement leurs capacités d'investissement. Or, la transition écologique et sociale nécessite des investissements dans de nombreux domaines tels que la préservation des milieux naturels, l'installation de paysans en circuits de proximité, l'isolation thermique des bâtiments publics et de l'habitat, le développement de la mobilité bas carbone, les pédagogies éducatives en lien avec la nature et adaptées aux enfants en difficulté, la création d'emplois utiles, etc. C'est un combat à mener dans son territoire, mais aussi à l'échelle nationale et européenne.

Les marges de manœuvre des collectivités locales sont-elles nulles pour autant? Pas vraiment, car toutes les solutions ne passent pas que par une croissance des moyens financiers puisqu'il existe aussi d'autres manières de fléchir et prioriser les financements. Par ailleurs la sobriété, que nous défendons, doit se conjuguer avec une plus grande agilité, un changement de trajectoire profond et davantage de mutualisation et coopération.

C'est tout l'enjeu des "défis de territoire" que nous proposons : mettre au cœur du processus de transformation locale la coopération et l'intelligence collective avant les finances. Ces dernières devront découler des choix collectifs et des besoins essentiels déterminés par tous les acteurs locaux. Concrètement, cela signifie revoir les priorités budgétaires locales pour les mettre au service de cette transition. Ce qui devrait passer par abandonner certains investissements trop énergivores ou très carbonés, destructeurs de biodiversité, ceux qui aggravent la précarité de certain-es habitant-es ou ne répondent tout simplement pas aux intérêts du plus grand nombre.

L'économie de l'entraide, du don et de l'échange est aussi à promouvoir. Dans l'esprit des SEL ([systèmes d'échange locaux](#) – il y en a plus de 800 en France), de très, très nombreuses banques d'échange, de recyclage et de réemploi ont fleuri dans tous les territoires. Et il existe un vaste vivier d'activités, insoupçonné, autour de l'entraide, du soutien à la personne, du bénévolat, du troc et de l'échange de services. Dit autrement, pour peu que l'on s'emploie à inventorier et à rendre visible ces trésors d'activités humaines, on se rendra compte des richesses réelles de nos territoires, indispensables à mobiliser pour ces défis. Il en va de même pour les ressources naturelles et immatérielles (comme les paysages), qui constituent des points d'appui essentiels à cette transformation de notre économie, de notre agriculture, du développement énergétique, de nos échanges culturels et de loisir, etc.

Enfin, l'épargne citoyenne – qui permet, par exemple, d'acquérir des fermes paysannes avec Terre de Liens – ou le développement des monnaies locales complémentaires, notamment avec le réseau Sol, constituent des leviers puissants pour relocaliser l'activité économique et les services, et permettre une juste rémunération des producteur·ices locaux·les.

Il s'agit également de construire un plaidoyer et des projets solides, susceptibles d'attirer les financements publics au service de la transformation des territoires et favorisant les mutualisations et les synergies.



« POUR RELOCALISER DES ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE SERVICES, MON TERRITOIRE N'A PAS LE FONCIER NÉCESSAIRE... »

Relocaliser autant que possible notre alimentation et gagner en autonomie suppose de pouvoir installer davantage de paysan·nes (notamment parmi les jeunes néoruraux·les qui ont du mal à accéder aux fermes et aux terres agricoles), mais aussi des jardins nourriciers et collectifs permettant de faire du lien, de nous relier au vivant et de produire une partie de notre alimentation. Et, pour relocaliser notre énergie, il est nécessaire d'implanter davantage de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes, connectées avec les réseaux et les besoins locaux sans détruire des terres arables ni les paysages.

L'équation n'est pas toujours simple et les conflits sont légion. Mais, là encore, des solutions existent pour maîtriser collectivement les usages du foncier local.

Ce problème est particulièrement aigu dans les zones urbaines et périurbaines, du fait de la bétonnisation des espaces semi-naturels, de l'étalement de l'habitat et des infrastructures. C'est l'un des sujets sur lesquels plusieurs centaines de citoyen·nes, scientifiques et professionnel·les ont formulé des propositions lors des Agoras sur « *L'accès à une alimentation de qualité pour tou·tes* » en 2018, puis celle sur « *Les nouvelles formes d'installation en zones rurales* » en 2020. En plus de se battre, localement (à travers notamment des plans locaux d'urbanisme intercommunal – PLUi), contre cet étalement urbain et l'agrandissement irrésistible des fermes actuelles, qui industrialisent encore plus les modes de production alimentaire et favorisent l'exportation des productions hors du territoire, les participant·es à ces Agoras ont mis en lumière plusieurs pistes déjà expérimentées en France et en Europe.

Ainsi, grâce à "l'intensification écologique", des méthodes agroécologiques permettent de produire – parfois – autant que sur de plus grandes surfaces cultivées de manière industrielle. Autre piste : celle engagée par Moëlan-sur-Mer, une petite commune du Finistère de 7 000 habitants. La municipalité s'est appuyée sur un dispositif méconnu du Code rural pour réquisitionner les friches agricoles de 400 propriétaires. Le but ? Les remettre en valeur pour en faire des terres nourricières et permettre aux propriétaires de les louer pour que s'y installent de jeunes paysan·nes en bio et en circuits de proximité. Cela ne s'est pas fait sans tensions mais montre que des solutions locales existent pour rendre possible la transition écologique.

Des possibles aussi en matière d'énergies renouvelables destinées à alimenter les territoires locaux et leurs habitant·es, en préservant paysages et espaces naturels. Portés par des collectifs citoyens, soutenus par des professionnel·les et des collectivités, des centaines de projets ont éclos en France. Comme des panneaux photovoltaïques déployés sur les toits de bâtiments publics, d'entreprises ou d'habitats privés. De la récupération de bois en scieries ou en sous-bois pour alimenter des réseaux de chaleur locaux, sans coupes dédiées. Des parcs de mini éoliennes à taille humaine, décidés et cofinancés par des citoyen·nes pour répondre aux besoins locaux.

Au-delà des initiatives citoyennes, c'est une responsabilité collective et politique que de repenser démocratiquement la gestion et l'affectation foncière au service des transitions et du bien-vivre de tou·tes à l'échelle locale, par une révision démocratique des documents d'urbanisme, par exemple.

« LA PLUPART DES CHANGEMENTS À RÉALISER LOCALEMENT ÉCHAPPENT AUX COMPÉTENCES ADMINISTRATIVES DES COLLECTIVITÉS LOCALES ! »

Ce n'est pas tout à fait vrai. Les communes et intercommunalités ont la main, en gros, sur l'urbanisme (et notamment les plans locaux d'urbanisme – PLU), le logement et leur environnement, la gestion des écoles maternelles et élémentaires et la politique de la ville (avec d'autres acteurs institutionnels). Les départements sur l'action sociale (enfance, personnes handicapées, personnes âgées, revenu de solidarité active), les infrastructures (ports, aérodromes, bus, routes départementales) et la gestion des collèges, ainsi que sur l'aide aux communes. Les régions, quant à elles, disposent de réels leviers concernant le développement

économique, l'aménagement du territoire, le soutien à la ruralité (dont une petite partie des aides agricoles), les transports non urbains (comme les trains TER), la gestion des lycées et la formation professionnelle. Notons, enfin, que ces trois niveaux de collectivités se partagent les compétences dans les domaines du sport, du tourisme, de la culture et l'éducation populaire. Tout cela n'est pas rien...

L'essentiel des budgets d'intervention dans la plupart des domaines demeure entre les mains de l'État et de l'Europe, tout comme les aides agricoles et à l'installation paysanne. Les lois et la plupart des règlements sur les marchés publics, l'urbanisme, la sécurité, l'énergie ou l'environnement relèvent également de leur pouvoir. La mise en œuvre des "défis de territoire" devra en tenir compte pour associer ou interpellier les préfets, les administrations, le gouvernement et les élu-es du Parlement, ainsi que plusieurs services territoriaux. Mais aussi pour utiliser les leviers d'action locale possibles et parfois méconnus.

Ainsi, nombre de collectivités ont su trouver des chemins de traverse pour gagner en autonomie et en pouvoir d'agir. Nous le montrions précédemment à Moëlan-sur-Mer, afin d'installer des jeunes paysan·nes. C'est aussi le cas de beaucoup d'autres communes, notamment celles du réseau des cantines Un+Bio, qui réussissent à s'affranchir de certaines restrictions en matière de marchés publics en montant des plateformes de producteur·ices et transformateurs alimentaires locaux·les destinées à la restauration collective, mais aussi à créer des régies municipales pour salarier directement des paysan·nes et s'attacher leurs productions. Sans parler des PLUi, qui permettent de sanctuariser des terres nourricières ainsi que des zones de protection écologique.



Les initiatives publiques et privées en matière d'enseignement et de lien à la nature se multiplient également, sans devoir toujours dépendre de l'Éducation nationale. Même capacité d'initiative en matière de production d'énergie renouvelable, comme indiqué précédemment (malgré un usage local direct plus compliqué), ou de déploiement d'une mobilité douce et écologique (plans vélos, covoiturage, train, bus électrique, transports de quartier...).

Mais les pouvoirs locaux ne sont pas non plus en reste concernant le logement et l'emploi, comme en témoigne l'expérimentation nationale de [Territoires zéro chômeur longue durée](#), puisqu'un grand nombre de leviers demeurent entre leurs mains. Ils disposent aussi du recours à la fiscalité territoriale pour préserver du logement, social.

Les solutions sur le climat et les émissions de CO₂ ne sont pas uniquement franco-françaises, mais plutôt à multiétages. Il y a une partie qui relève de comportements individuels, parfois intimes. Une partie qui relève de décisions plus familiales, de quartier, etc. Une partie des décisions concerne la communauté où l'on habite – qui est elle aussi à plusieurs étages. Et puis une partie dépend de l'État, une autre de l'Europe, et bien entendu du monde, des multinationales, etc. C'est ce qui rend les choses difficiles. Mais il n'y a pas 36 solutions, c'est sur tous ces niveaux-là qu'il faut réfléchir et agir, avec une approche systémique.

Thierry Salomon, NégaWatt

Notons, enfin, que cette exploration des possibles en matière de compétences et d'initiatives locales a déjà pu être partagée entre citoyen·nes, élu·es et agent·es territoriaux·les durant les périodes de confinement dues au covid, grâce à la plateforme collaborative en ligne [Riposte créative territoriale](#).

Ainsi, il nous apparaît qu'il est non seulement possible mais même nécessaire de multiplier ce type d'expérimentations en mobilisant les différents échelons institutionnels et acteurs : citoyen·nes, associations, collectivités territoriales, État et Europe.



ET MAINTENANT ? LA CAMPAGNE GRANDIT AVEC VOUS

MATURITÉ ET RICHESSE DES CONTRIBUTIONS, C'EST CE QUE L'ON PEUT RETENIR DE CETTE PHASE DE CONSULTATION DE LA CAMPAGNE NOUVELLE (R). LES PISTES D'ACTIONS SONT NOMBREUSES, SOUVENT ACCESSIBLES, MAIS LES OBSTACLES SONT AUSSI DE TAILLE, COMME ON VIENT DE LE VOIR. LA BASCULE DES TERRITOIRES DEMANDE DES CHANGEMENTS CULTURELS FONDAMENTAUX : DANS LA FAÇON DE PENSER NOTRE TERRITOIRE ET D'Y VIVRE, DANS NOS MODES DE VIE, DANS NOTRE FAÇON DE NOUS NOURRIR, D'HABITER, DE NOUS DÉPLACER, D'ÉDUCER NOS ENFANTS... CHANGEMENTS AUSSI, ET SURTOUT, DANS LA MANIÈRE DONT NOUS DÉCIDONS DU FONCTIONNEMENT ET DE L'AVENIR DE NOS SOCIÉTÉS : PAR UNE VRAIE DÉMOCRATIE, INNOVANTE, INCLUSIVE, AVEC DES CITOYEN·NES ÉCLAIRÉ·ES ET RESPONSABLES, QUI GARANTIRAIT QUE LES BESOINS DE TOU·TES SOIENT SATISFAITS.

IMPOSSIBLE ? NOUS NE LE PENSONS PAS.

**NOUS L'OBSERVONS DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES :
DES OUTILS, DES EXPÉRIENCES, DES INITIATIVES EXISTENT ET MONTRENT
QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE AUTREMENT.**

DES DÉFIS POUR FAIRE BASCULER LES TERRITOIRES

Nous vous proposons de poursuivre l'aventure avec nous pour les mois et les années à venir. À partir des propositions qui auront émergé, notamment au festival qui fêtera les 15 ans du Mouvement Colibris, nous inviterons toutes celles et ceux qui le souhaitent à construire avec nous de véritables "défis de territoire". Et ce pour accompagner une transformation radicale de nos lieux de vie et de travail, adaptés aux particularités locales et aux enjeux écologiques, sociaux, économiques et démocratiques actuels.

Ces défis doivent contribuer à relier et amplifier des dynamiques déjà existantes. Pour cela, nous organiserons des rencontres-débats, des groupes de travail avec des citoyen·nes, nos partenaires, des expert·es... Puis nous établirons la sélection, par un jury multiacteur, des territoires souhaitant se lancer dans l'expérimentation.

Toutes les infos sur la campagne Nouvelle (R) : colibris-lemouvement.org/nouvelle-r



UN PLAIDOYER POUR DES TERRITOIRES SOBRES ET JOYEUX

En relevant ces défis, les territoires prouveront qu'ils peuvent être de véritables vitrines de la transition et ouvrir la voie à des changements profonds. De quoi transformer les imaginaires, mais aussi montrer au plus grand nombre qu'un autre monde est possible ! Nous documenterons toute la richesse – et aussi les difficultés – de ces expériences. Et déploierons des récits sous des formes artistiques (films, ouvrages...) et pédagogiques. De quoi forger un plaidoyer national collectif, avec tous les acteurs et partenaires impliqués, qui nourrisse les échanges et enjeux des municipales de 2026.

Alors, prêt·es à embarquer avec nous ?

REMERCIEMENTS

Ces organisations ont participé aux premiers pas de notre campagne :

Démocratie Ouverte œuvre à la transformation démocratique de nos institutions et de nos organisations afin de rendre notre démocratie plus transparente, participative et collaborative. democratieouverte.org

Enercoop est un réseau de coopératives locales, qui fournit à ses client·es une électricité 100 % renouvelable. enercoop.fr

Énergie Partagée accompagne et finance les projets citoyens de production d'énergie renouvelable. energie-partagee.org

Fréquence Commune est une coopérative qui agit pour transformer la démocratie par tous les acteurs locaux, en accompagnant des expériences concrètes, impactantes et répliquables. frequencecommune.fr

InnaÉ propose un espace d'inspiration, de formation et de questionnement, afin d'enrichir ses savoirs faire et savoirs être en matière d'éducation. asso-innae.fr

La Coopérative Oasis promeut, soutient et accompagne celles et ceux qui vivent ou souhaitent vivre dans des lieux écologiques et collectifs. cooperative-oasis.org

Le Mouvement pour une Frugalité heureuse et créative dans l'architecture et le ménagement des territoires est un mouvement international de citoyens et de bâtisseurs. frugalite.org

Let's Food initie et accompagne des synergies et des projets entre collectivités et acteurs locaux et des projets pour accélérer la transition agroécologie et alimentaire en France et dans le monde. letsfood.fr

NégaWatt réalise de manière indépendante des travaux de prospective énergétique à l'échelle de la France, fondés sur la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables. negawatt.org

SaluTerre est un bureau d'études en ingénierie sociale, paysagère et environnementale qui appuie des projets alimentaires paysagers partagés. saluterre.com

Tous Dehors France est un collectif d'acteurs de l'éducation qui oeuvre pour faire reconnaître l'importance du lien sensible à la nature à tous les âges de la vie. tousdehors.fr

VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun) lutte pour l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité en accompagnant la création de groupements d'achat. vrac-asso.org

Notre gratitude particulière va à Stéphanie Chaudron, Anna Faucher, Vincent Liegey, Anne-Sophie Novel, Gabrielle Paoli, Marc Mossalgue, Timothée Parrique, Isabelle Peloux, Marion Perret-Blois, Eva Sadoun, Yamina Saheb, Thierry Salomon, Boris Tavernier, qui ont partagé leurs expertises et expériences durant nos webconférences et dans notre magazine en ligne.

Un grand merci également aux bénévoles Aurore, Dominique, Valérie, Jean-Michel, Océane et Joyce, qui ont réalisé les retranscriptions des webconférences... Et à toutes celles et ceux qui contribuent et contribueront à chaque étape de notre campagne.

Ce Carnet a été rédigé par Vincent Tardieu, avec Laetitia Delahaies, Gregory David et Marie-Hélène Pillot, et avec l'aide de toute l'équipe de l'association Colibris.

Graphisme et maquette : Sarah Tisal

Illustrations : Myra El Mir

Crédits photos : Xavier Cailhol, Martin Fournier, Joachim Grant, Patrick Lazic, Mouvement Colibris, Clément Osé, Terre & Humanisme, Unsplash (Chuttersnap, Nomad productions, Shane Rounce, Milica Spasojevic)

Corrections et préparation de copie : Vincent Langlois

Impression : IGO (Vendée)

Communication : Isabelle Gentilhomme



Pour améliorer l'accès à la connaissance, les textes de ce Carnet sont soumis à la licence Creative Commons BY-SA 4.0. Cela signifie que Colibris autorise la redistribution et la réutilisation libre de ses textes pour n'importe quel usage, y compris à des fins commerciales. Seules contraintes : l'auteur doit être précisé (en l'occurrence le Mouvement Colibris), et toute réutilisation doit être sous publié dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sous la même licence.

contact : nouvelle-R@colibris-lemouvement.org



CHANGER LA VIE.

La rendre plus heureuse et plus équitable.
Plus harmonieuse avec ses ami-es, en famille, avec ses collègues,
ses voisin-es, mais aussi avec les animaux, les plantes qui nous
entourent. Préserver le vivant si malmené par le modèle
de croissance toxique dominant.

Changer la vie, pour des territoires locaux plus écologiques,
plus solidaires. C'est la Nouvelle (R) que l'on souhaite bâtir
avec vous. Une sacrée aventure, exigeante, ambitieuse,
un peu folle sans doute, mais joyeuse !

Commençons par construire, ensemble, les défis que l'on veut
relever dans les années qui viennent, pour faire basculer
nos territoires de vie dans une nouvelle ère écologique et sociale.
Pour amplifier aussi les bifurcations déjà à l'œuvre et accompagner
plus largement tous les acteurs locaux.

**RIEN NE POURRA SE FAIRE SANS VOUS.
REJOIGNEZ L'AVENTURE !**



colibris-lemouvement.org/nouvelle-r

Contact : nouvelle-R@colibris-lemouvement.org